

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 137
N° 12

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 24
no Mati 1988

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-TERRITOIRE

	Pages
Convention-cadre n° 88-001 du 17 mars 1988 relative à la réalisation d'opérations d'habitat social en Polynésie française.	597
Convention n° 88-002 du 17 mars 1988 relative au régime de protection sociale en milieu rural.	598

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

Arrêté n° 239 CM du 15 mars 1988 déterminant les modalités de versement des subventions accordées aux établissements publics gérés par le Fonds d'intervention et de solidarité pour l'exercice 1988.	600
Arrêté n° 282 PR du 17 mars 1988 portant délégation de signature à M. Bernard Grossat, chef de la délégation de la Polynésie française à Paris.	600

EXTRAITS

Arrêté n° 238 CM du 15 mars 1988 accordant le versement d'une subvention au profit du Conseil de coordination des œuvres sociales des églises chrétiennes (C.C.O.S.E.C.).	601
Arrêté n° 240 CM du 15 mars 1988 accordant une subvention exceptionnelle au profit de la Ligue de football de Polynésie française.	601
Arrêté n° 270 CM du 16 mars 1988 portant nomination du commissaire de gouvernement auprès de l'Etablissement public dénommé Fonds d'entraide aux îles.	601
Arrêté n° 271 PR du 16 mars 1988 accordant le versement d'une subvention à la Fédération française de la pirogue polynésienne (F.F.P.P.).	601
Arrêté n° 272 PR du 16 mars 1988 autorisant la répartition des crédits de paiement 1988.	601

**VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DU PATRIMOINE CULTUREL**

EXTRAITS

Arrêté n° 251 CM du 16 mars 1988 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-88 CA/CPSH du Centre polynésien des sciences humaines. 606

Arrêté n° 268 CM du 16 mars 1988 allouant au Fonds forestier une première dotation au titre de l'année 1988. 606

**MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU LOGEMENT, DE LA JEUNESSE,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE**

EXTRAITS

Arrêté n° 269 CM du 16 mars 1988 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par la dépression tropicale "Cilla" pendant la période du 29 février au 6 mars 1988. 607

MINISTRE DU TRAVAIL, DU TOURISME, DES TRANSPORTS ET DES SPORTS

Arrêté n° 248 CM du 16 mars 1988 portant création d'un Conseil de la protection sociale. 607

Arrêté n° 271 CM du 16 mars 1988 modifiant l'arrêté n° 740 TLS du 24 mai 1983 relatif à la composition, au fonctionnement et aux attributions de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep). 608

Arrêté n° 291 CM du 17 mars 1988 modifiant l'arrêté n° 1306 CM du 25 décembre 1987 fixant le taux pour le calcul des cotisations dues à la Caisse de prévoyance sociale. 608

EXTRAITS

Arrêtés n°s 241 et 242 CM du 15 mars 1988 approuvant et rendant exécutoires les délibérations : - n° 2-88 OPATTI du 9 février 1988 portant modification de la répartition des crédits de chapitre à chapitre du budget de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles pour l'exercice 1987 ; n° 3-88 OPATTI du 9 février 1988 arrêtant le budget primitif de l'exercice de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles pour l'exercice 1988. 609

Arrêté n° 243 CM du 15 mars 1988 portant désignation des deux assesseurs au conseil d'arbitrage de la Polynésie française saisi du différend collectif du travail opposant la direction de la Caisse de prévoyance sociale (C.P.S.) à la Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.). 609

Arrêté n° 244 CM du 15 mars 1988 portant nomination à la commission consultative du travail. (M. Bertrand Gallay). 609

Arrêté n° 245 CM du 15 mars 1988 portant nomination à la commission consultative paritaire de l'indice des prix de détail à la consommation familiale. (M. Laurent Bessou). 609

Arrêté n° 246 CM du 15 mars 1988 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du commerce de la Polynésie française, les dispositions de l'avenant du 30 novembre 1987 à la convention collective du travail du 14 décembre 1976 portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 1988. 610

Arrêté n° 247 CM du 15 mars 1988 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur des entreprises de stockage, de conditionnement et de distribution des hydrocarbures liquides et gazeux, les dispositions de l'avenant du 30 novembre 1987 à la convention collective du travail dudit secteur portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 1988. 610

Arrêtés n°s 292 à 295 CM du 17 mars 1988 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n°s 1-88 OTESE (adoptant le budget primitif, exercice 1988, de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs), n° 2-88 OTESE (accordant une subvention de quatre millions de francs à l'association sportive Vénus), n° 3-88 OTESE (accordant une subvention de cinq millions de francs au comité territorial des sports), n° 4-88 OTESE (accordant un crédit de répartition de cinquante six millions de francs pour divers travaux de réfection du stade Pater) du 12 janvier 1988. 610

**MINISTRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Arrêté n° 988 MME du 16 mars 1988 donnant délégation de signature à M. Jean Lenormand, chef du service des transports terrestres et aériens. 610

EXTRAITS

- Arrêtés n°s 256 à 262 CM du 16 mars 1988 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n°s 01-88 à 08-88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete : - portant extension de mesures sociales au profit de certains dockers et personnels permanents des entreprises d'aconage sollicitant le bénéfice de la retraite ; portant majoration de certains droits d'amarrage et de stationnement dans le port de Papeete ; adoptant la décision modificative (budget rectificatif) du port autonome pour l'exercice 1988 ; fixant à nouveau les autorisations de programme du port autonome de Papeete pour l'exercice 1988 ; fixant la participation du port autonome au capital de la Société tahitienne des oléoducs (S.T.D.O.) ; définissant les conditions d'acquisition et de paiement par le port autonome de Papeete d'une propriété sise à Patutoa appartenant à M. Félix Ligne ; autorisant l'augmentation de l'apport en numéraire du port autonome de Papeete au capital de la Pomafres S.A. 611
- Arrêtés n°s 263 et 264 CM du 16 mars 1988 portant nominations de représentants du territoire au sein du G.I.E. Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique sud et du G.I.E. Sôler. 611
- Arrêté n° 265 CM du 16 mars 1988 transférant 3 licences de pêche en faveur de la flottille palangrière japonaise. 612

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DES AFFAIRES FINANCIERES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

- Arrêté n° 254 CM du 16 mars 1988 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service du plan et de l'aménagement du territoire et précisant ses attributions. 612

EXTRAITS

- Arrêté n° 253 CM du 16 mars 1988 rendant exécutoires les délibérations n°s 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13-87 du 30 décembre 1987 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique. 614
- Arrêté n° 255 CM du 16 mars 1988 portant remboursement partiel des frais subis par la S.A. Comimpex au titre d'un contrôle douanier de la qualité de produits importés. 614

MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

EXTRAITS

- Arrêté n° 252 CM du 16 mars 1988 rendant exécutoires les délibérations n° 19-87 CHT et n°s 1 à 6-88 CHT adoptées par le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial dans ses séances des 2 novembre 1987 et 17 février 1988. 614

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, DE LA CONSOMMATION, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

- Arrêté n° 267 CM du 16 mars 1988 relatif aux délais d'utilisation de la farine panifiable de nomenclature douanière 11.01.03. 614
- Arrêté n° 1050 MAE du 17 mars 1988 portant délégation de signature à M. Raymond Piétri, chef du service du commerce extérieur. 615

EXTRAITS

- Arrêté n° 266 CM du 16 mars 1988 relatif aux prix de vente de certains matériaux. 615

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET ADMINISTRATIVES

EXTRAITS

- Arrêtés n°s 268 et 269 PR du 14 mars 1988 relatifs à des autorisations de report de la date de tirage de tombolas (Association des parents d'élèves de l'école primaire communale de Tiapa et Union territoriale d'associations pour handicapés et inadaptés). 616
- Arrêté n° 927 MFA/AA du 14 mars 1988 portant autorisation de report de la date de tirage d'une tombola (association sportive "les Jeunes Tahitiens"). 616
- Arrêté n° 278 CM du 16 mars 1988 rapportant partiellement les dispositions de la décision n° 968 DOM du 8 juillet 1983 et celles de l'arrêté n° 856 CM du 5 août 1986 et portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Takapoto au profit de la coopérative Anini. 616

Arrêté n° 279 CM du 16 mars 1988 modifiant l'arrêté n° 440 CM du 31 mars 1987 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Takapoto, commune de Takaroa (Tuamotu).	616
Arrêté n° 280 CM du 16 mars 1988 confirmant l'arrêté n° 1222 CM du 9 décembre 1987 autorisant l'affectation de la construction édifiée sur la terre domaniale dite "pointe Ehrich", sise à Papara, au profit de la commune de Papara. . .	616
Arrêté n° 281 CM du 16 mars 1988 portant incorporation au domaine public portuaire et son affectation au service des ports d'une portion de domaine public maritime à Hakahau, commune de Ua Pou - Marquises.	616
Arrêté n° 282 CM du 16 mars 1988 accordant l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial à Pirae au profit du Syndicat central de l'hydraulique.	616
Arrêté n° 283 CM du 16 mars 1988 accordant l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement de domaine public maritime à Teahupoo, commune de Talarapu-Ouest, au profit de la société Talarapu-Aquaculture (régularisation). . .	617
Arrêté n° 284 CM du 16 mars 1988 annulant l'arrêté n° 832 CM du 5 août 1986 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi.	617
Arrêté n° 288 CM du 16 mars 1988 rapportant les dispositions de l'arrêté n° 1239 CM du 9 décembre 1987 autorisant l'acquisition par le territoire d'un terrain sis à Papeete, quartier Taunoa.	617
Arrêté n° 289 CM du 16 mars 1988 autorisant l'acquisition d'un terrain sis quartier Taunoa, commune de Papeete.	617
Arrêté n° 300 CM du 17 mars 1988 autorisant le report de la date de tirage d'une tombola (association sportive Vélo-club Orohena).	617

AVIS OFFICIELS

Service des douanes.— Cours des changes (période du 24 mars au 6 avril 1988 inclus).	618
Cours d'appel de Papeete.— Avis du 8 mars 1988 relatif aux candidatures aux fonctions de commissaire-priseur du territoire.	618
Service de l'aménagement du territoire.— 1°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent pour le mois de février 1988.	618
2°) Avis relatif aux travaux de réalisation de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes, dans la commune de Punaauia (1er tronçon : début du projet P.K. 10,300 - rivière Matatia).	623
Service de la curatelle.— Avis de recherche n° 160 ENR du 11 mars 1988 des héritiers de M. Tahurai Tehaamoana et de Mme Tefanomai a Imihia.	627
Service de l'urbanisme.— Certificat d'achèvement des travaux n° 258 MFA.AU du 16 mars 1988 délivré à l'O.T.H.S. pour la réalisation du lotissement Vaihira, à Matalea - commune de Teva I Uta.	627
Enquêtes de commodo et incommodo :	
- M. Jean Martinez (commune de Tairapu-Est).	627
- M. Jean Martinez (commune de Tairapu-Est).	627
- M. Félix Bernardino, mandataire de la Société tahitienne de valorisation (commune de Faaa).	627

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	628
Annonces diverses.	629

PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-TERRITOIRE

CONVENTION-CADRE n° 88-001 du 17 mars 1988 relative à la réalisation d'opérations d'habitat social en Polynésie française.

ENTRE

L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'une part,

ET

Le territoire de la Polynésie française, représenté par le Président du gouvernement du territoire,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

— que le comité interministériel du 1er décembre 1987, constatant la situation existant en Polynésie française dans le domaine du logement social, a reconnu la nécessité d'une action prolongée et concertée du territoire et de l'Etat en faveur d'une politique d'habitat social avec en priorité la résorption de l'habitat insalubre ;

— qu'au terme des articles 2 et 3 de la loi statutaire n° 84-820 du 6 septembre 1984, le territoire dispose d'une compétence générale en matière de logement à l'exercice de laquelle l'Etat peut, conformément aux articles 42, 103 et 104 de la loi précitée et par voie de convention, apporter son aide technique et financière ;

— que le Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.), créé par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires d'outre-mer, a vocation à subventionner la réalisation d'investissements dans les domaines économique, social et culturel ;

— que le ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports est compétent pour financer des interventions en faveur du logement social en Polynésie française ;

— qu'en vertu de l'article 14 du statut de l'Institut d'émission d'outre-mer, approuvé par décret n° 85-403 du 3 avril 1985, les produits de l'émission sont reversés par le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation (direction du Trésor) à des organismes publics à caractère agricole, immobilier ou social.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat peut, à titre exceptionnel, apporter son

concours, technique et financier au territoire et, le cas échéant, dans les conditions définies à l'article 11 ci-dessous, aux communes de la Polynésie française, dans le domaine de la résorption de l'habitat insalubre, notamment pour l'aménagement des quartiers, dans la réalisation de lotissements sociaux ou de toutes autres opérations de logements sociaux.

Art. 2. — *Champ d'intervention de l'Etat*

Dans le cadre des dispositions de la loi susvisée n° 84-820 du 6 septembre 1984, l'intervention de l'Etat, en matière d'habitat social, porte sur les domaines suivants :

- financement d'études ;
- financement de programmes d'investissement collectifs ou individuels, soit sous forme de constructions neuves, soit sous forme de réhabilitation de logements anciens. Le coût des acquisitions foncières ne peut en aucun cas être pris en charge à ce titre.
- envoi de missions d'experts ou d'assistance technique.

Art. 3. — *Champ d'intervention du territoire*

En contrepartie de l'aide de l'Etat, telle que définie aux articles 1 et 2 ci-dessus, le territoire s'engage à développer ses efforts dans le domaine du logement social.

Cet engagement se traduit notamment par un accroissement des moyens qu'il consacre à l'habitat social. Cet effort peut être financier ou consister dans la mise à disposition gratuite de terrains au maître d'ouvrage des opérations réalisées dans le cadre de la présente convention.

Art. 4. — *Création d'une société maître d'ouvrage*

La mise en œuvre de l'aide de l'Etat est subordonnée à la création d'une société maître d'ouvrage dont le capital sera détenu majoritairement par l'Etat et dans laquelle le territoire sera représenté.

Art. 5. — *Vocation de la société maître d'ouvrage*

La société maître d'ouvrage :

- assure la maîtrise d'ouvrage des opérations définies à l'article 2 ci-dessus, la maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'Office territorial de l'habitat social ou à la société d'équipement de Tahiti et des îles ;
- prépare et arrête ces opérations en étroite concertation avec les organismes et services compétents du territoire ;
- mobilise les crédits de l'Etat ;
- dispense l'information publique quant à la mise en œuvre de ces opérations (panneaux de chantier, bulletins périodiques d'information).

Art. 6. — Attribution des logements

Les logements construits sont attribués par une commission présidée par le haut-commissaire de la République et dans laquelle siègent des représentants de l'Etat, du territoire, de la commune d'implantation de la construction ainsi que des représentants des organismes et services sociaux compétents en matière d'habitat social.

La composition de la commission est fixée dans le cadre de la convention particulière relative à chaque programme.

L'attribution des logements est faite au profit des personnes les plus défavorisées. A cet effet, les critères de l'Office territorial de l'habitat social sont notamment pris en compte.

Art. 7. — Participation financière de l'Etat et programmation

Les participations financières de l'Etat sont fixées annuellement au vu d'un programme d'opérations préparé par la société maître d'ouvrage.

Les crédits de l'Etat sont délégués au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 8. — Aide de l'Etat au titre de 1988

Le programme d'opérations d'habitat social au titre de 1988 sera élaboré par la société maître d'ouvrage dans les deux mois qui suivent sa création.

Pour ce programme, l'aide de l'Etat est fixée à *soixante-cinq millions de francs* (soit 1.181.818.181 FCF).

Art. 9. — Responsabilité civile

Le maître d'ouvrage assure les conséquences directes de responsabilité civile qu'il encourt en application du droit commun dans le cadre de l'exécution des prestations afférentes à chaque programme.

Art. 10. — Dévolution des biens

Dès réception des ouvrages réalisés dans le cadre des opérations mises en œuvre en application de la présente convention, ceux-ci sont remis par la société maître d'ouvrage au territoire ou, dans l'hypothèse prévue par l'article 11 ci-dessous, aux communes.

Art. 11. — Intervention des communes

Pour la réalisation d'une opération spécifique, les communes de Polynésie française peuvent passer une convention particulière avec la société maître d'ouvrage dans les mêmes conditions que celles définies par la présente convention-cadre.

Art. 12. — Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de six ans pour compter du 1er janvier 1988.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis d'un an. Les conventions particulières conclues à la date de la dénonciation seront exécutées jusqu'à leur terme.

Fait à Papeete, le 17 mars 1988.

Pour le Territoire :

Pour l'Etat :

Le Président du gouvernement
du territoire,

Le haut-commissaire
de la République,

Alexandre LEONTIEFF.

Jean MONTPEZAT.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Bernard PONS.

CONVENTION n° 88-002 du 17 mars 1988 relative au régime de protection sociale en milieu rural.

ENTRE

L'Etat (ministère des affaires sociales et de l'emploi), représenté par le haut-commissaire de la République,

d'une part,

ET

Le territoire de la Polynésie française, ci-après dénommé «Le territoire» représenté par le Président du gouvernement du territoire,

d'autre part,

AYANT ETE EXPOSE

Le régime de protection sociale en milieu rural assume, notamment, la gestion des allocations versées au profit des enfants à charge des familles des travailleurs non salariés du secteur rural, au moyen, en particulier, de la subvention de l'Etat, telle que définie par la convention du 8 mai 1980 et les avenants successifs.

En présence de l'évolution de ce régime qui rend nécessaire le renforcement de l'action sociale, le gouvernement territorial a demandé que l'Etat prenne en charge la totalité du coût des allocations de la branche «famille» du régime de protection sociale en milieu rural.

Le comité interministériel du 1er décembre 1987 a décidé de retenir cette demande et que l'Etat (ministère des affaires sociales et de l'emploi) prendrait en charge en totalité le coût de la dépense correspondante.

En conséquence, en application des articles 42, 103 et 104 de la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1er. — L'Etat (ministère des affaires sociales et de l'emploi) prend à sa charge l'aide aux familles rurales, telles qu'elles sont définies aux articles 1 et 2 de la délibération n° 79-20 du 1er février 1979 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant institution d'un régime de protection sociale en faveur des travailleurs non salariés des professions suivantes : agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans.

Art. 2. — L'aide aux familles rurales, ainsi prise en charge, assure la couverture financière des prestations familiales suivantes :

- allocations prénatales ;
- allocations de maternité ;
- allocations familiales.

Art. 3. — L'attribution de ces prestations familiales est effectuée, conformément à la réglementation territoriale en vigueur, à raison d'une allocation mensuelle par enfant à charge. Celle-ci sera ordonnancée par le haut-commissaire sur présentation de documents certifiés par le directeur de la Caisse de prévoyance sociale, le paiement sera effectué par le Trésor public.

Les versements seront notifiés individuellement à chaque bénéficiaire.

Art. 4. — L'allocation mensuelle par enfant à charge est fixée pour 1988 à 302,50 Frs (*trois cent deux francs cinquante centimes*) soit 5.500 CFP (*cinq mille cinq cents CFP*).

Art. 5.— L'aide de l'Etat est fixée chaque année dans la limite des crédits inscrits à la loi de finances. Pour l'année 1988, elle ne pourra excéder la somme de 61.040.000 Frs (*soixante et un millions quarante mille francs*) soit 1.109.818.181 CFP (*un milliard cent neuf millions huit cent dix-huit mille cent quatre-vingt un CFP*).

Art. 6.— Au cours d'une année donnée, l'Etat (ministère des affaires sociales et de l'emploi) délègue au haut-commissaire de la République en Polynésie française, à titre provisionnel, les 3/4 de la subvention plafond en début de gestion et le solde éventuel au dernier trimestre, sur la base des quatre derniers trimestres connus, ceux-ci ne pouvant être antérieurs à l'exercice précédent.

Aucune subvention complémentaire ne sera attribuée tant que demeureront inchangées les dispositions prévues aux articles 4 et 5.

Art. 7.— Le montant de l'aide aux familles rurales défini à l'article 5 pourra être révisé d'accord entre les parties. Dans ce cas interviendra un avenant à la présente convention en référence à son article 15.

Aucune révision ne pourra intervenir sans présentation d'un rapport détaillé de gestion faisant apparaître le nombre d'enfants bénéficiaires au cours des douze mois écoulés, ainsi que les nouvelles affiliations qui auront pu être enregistrées. Ce rapport sera visé par les représentants de l'Etat et du territoire et devra parvenir au ministère des affaires sociales et de l'emploi au plus tard le 1er janvier d'une année donnée, faute de ne pouvoir être instruit dans le cadre du projet de loi de finances de l'année suivante.

Art. 8.— Le territoire s'engage à affecter au financement des autres prestations instituées par la délibération n° 79-20 susvisée, et de l'assurance-maladie et de l'assurance accident du travail au profit des mêmes bénéficiaires un montant de ressources, dont la base de détermination correspondra à l'aide de l'Etat telle qu'elle a été fixée pour 1987 par l'avenant n° 2 à la convention n° 80-287 du 8 mai 1980, soit 29.040.000 Frs (*vingt-neuf millions quarante mille francs*) ou 527.947.000 CFP (*cinq cent vingt-sept millions neuf cent quarante-sept mille francs CFP*) et sera soumise aux mêmes règles de révision.

Art. 9.— Un représentant de l'Etat participera au comité consultatif des prestations sociales des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans, chaque fois que les questions inscrites à l'ordre du jour concerneront les prestations familiales.

Art. 10.— Le Président du gouvernement du territoire invitera la Caisse de prévoyance sociale à renforcer le contrôle du paiement des cotisations ainsi que celui des déclarations sur

l'honneur souscrites annuellement par les demandeurs et mentionnant le montant de l'ensemble des revenus encaissés au cours de l'année précédente.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française invitera les maires à opérer un contrôle rigoureux de la situation des demandeurs, lors de la production annuelle par leurs soins des attestations prévues par la délibération n° 79-20 du 1er février 1979, certifiant que les intéressés exercent en qualité de non-salarié la ou les professions déclarées et en tirent les moyens normaux d'existence. Une distinction rigoureuse doit en effet être opérée entre les dossiers qui relèvent du régime des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans et ceux qui relèvent de l'aide sociale.

Art. 11.— Les frais exposés par la Caisse de prévoyance sociale pour assumer cette gestion sont décomptés dans le montant global de l'engagement du territoire mentionné à l'article 8.

Art. 12.— Le haut-commissaire assure le contrôle de l'emploi des crédits délégués par le ministre des affaires sociales et de l'emploi, dans le cadre de la présente convention.

Art. 13.— Le haut-commissaire rend compte au ministre des affaires sociales et de l'emploi, ainsi qu'au ministre des départements et territoires d'outre-mer de l'exécution de la présente convention, notamment en ce qui concerne les dispositions prises pour l'application de l'article 3.

Art. 14.— Sont annulés, en tant que contraires à la présente convention, le titre l'«Aide aux familles rurales» de la convention du 8 mai 1980, les avenants n° 1 et n° 2 en ce qui concerne exclusivement les dispositions relatives à l'aide aux familles rurales.

Art. 15.— La présente convention, qui entre en vigueur le 1er janvier 1988, est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sauf les cas où le montant de la contribution de l'Etat au régime de protection sociale des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans, devra être révisé, ce qui donnera lieu à la passation d'un avenant.

Fait à Papeete, le 17 mars 1988.

Pour le Territoire :	Pour l'Etat :
Le Président du gouvernement du territoire,	Le haut-commissaire de la République,
Alexandre LEONTIEFF.	Jean MONTPEZAT.
Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,	
Bernard PONS.	

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 239 CM du 15 mars 1988 déterminant les modalités de versement des subventions accordées aux établissements publics gérés par le Fonds d'intervention et de solidarité pour l'exercice 1988.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-1 AT du 28 janvier 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1988 ;

Vu l'arrêté n° 157 SCG du 15 février 1983 déterminant les modalités d'attribution et de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mars 1988,

Arrête :

Article 1er. — Les subventions accordées sur les fonds du territoire selon l'annexe n° II de la délibération n° 88-1 AT du 28 janvier 1988 au titre de l'exercice 1988 pourront être versées par 1/12e au début de chaque mois aux établissements publics bénéficiaires figurant sur la liste jointe.

Art. 2. — Toutefois, il pourra être exceptionnellement dérogé à la règle du versement par 1/12e sur demande justifiée de l'établissement concerné.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mars 1988.
Alexandre LEONTIEFF.

ETABLISSEMENTS PUBLICS DEPENDANT DU FONDS D'INTERVENTION ET DE SOLIDARITE

- Agence pour l'emploi et la formation professionnelle ;
- Ecole de formation et d'apprentissage maritime ;
- Fonds d'entraide aux îles ;
- Caisse de soutien des prix du coprah ;
- Office territorial de l'action sociale et de la solidarité ;
- Centrale d'approvisionnement pour l'habitat ;
- Régime de protection sociale en milieu rural ;
- Centre hospitalier territorial.

ARRETE n° 282 PR du 17 mars 1988 portant délégation de signature à M. Bernard Grossat chef de la délégation de la Polynésie française à Paris.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature et l'arrêté n° 38 CM du 19 septembre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1764 CG du 24 mai 1983 portant nomination de M. Bernard Grossat en qualité de chef de la délégation de la Polynésie française à Paris.

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Monsieur Bernard Grossat, chef de la délégation de la Polynésie française à Paris, à l'effet de :

— signer les actes courants, les attestations de toutes sortes et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

— mettre en route les agents fonctionnaires ou contractuels affectés dans les services territoriaux et rémunérés sur les fonds du budget du territoire (prescription et constatation de la visite médicale d'aptitude, réquisition de passages et bagages, établissement de la feuille de route, visa des ordres de déplacement).

Art. 2. — M. Bernard Grossat reçoit délégation de signature pour les actes relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- avancement d'échelon ;
- congé de toute nature ;
- sanctions disciplinaires pour les fonctionnaires du cadre A et les agents contractuels de première catégorie ;
- établissement des premiers ordres de service pour une période inférieure à trois mois ;
- affectations initiales et mutations à l'intérieur du service.

Art. 3. — M. Bernard Grossat, dans la limite de ses attributions, est autorisé à procéder à l'engagement et à la liquidation des dépenses de la délégation de la Polynésie française imputées au budget local et qui lui ont été notifiées.

Art. 4. — Dans le domaine de la gestion financière des crédits alloués au service de la délégation de la Polynésie française, M. Bernard Grossat reçoit délégation de signature pour les actes individuels suivants :

- remboursements des frais et états indemnitaires ;
- établissement et délivrance des ordres de déplacement.

Art. 5.— M. Bernard Grossat est autorisé, eu égard aux délais de transmission et à l'urgence de certaines affaires, et ce dans le cadre des délégations de signatures accordées par les différents ministres, à signer et à adresser directement des correspondances aux ministres et établissements publics concernés sous la réserve expresse de transmettre copie de tous ces documents au Président du gouvernement.

Art. 6.— M. Bernard Grossat est désigné comme personne responsable des marchés publics passés au nom du territoire de la Polynésie française et exécutés en métropole.

Art. 7.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Grossat, la délégation consentie à ce dernier aux articles précédents est exercée par Mme Yvonne Créveau, secrétaire générale.

Art. 8.— Le chef du service de la délégation de la Polynésie française à Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 458 MFI du 27 février 1987 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 238 CM du 15 mars 1988.— Il est accordé le versement d'une subvention d'un montant de *cinq millions de francs CFP* (5.000.000 FCP) au profit du conseil de coordination des œuvres sociales des églises chrétiennes.

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, sous-chapitre 933.09, article 657-37 "subventions aux associations diverses", exercice 1988.

Par arrêté n° 240 CM du 15 mars 1988.— Il est accordé au profit de la Ligue de football une subvention exceptionnelle d'un montant de *vingt quatre millions huit cent soixante et un mille six cent cinquante francs Pacifique* (24.861.650 FCP) en vue de la régularisation des frais de transports des footballeurs engagés à l'occasion des jeux de Polynésie.

La dépense de *vingt quatre millions huit cent soixante et un mille six cent cinquante francs Pacifique* (24.861.650 FCP) est imputable au budget de fonctionnement, sous-chapitre 935.04, article 657.37 "subventions aux associations diverses", exercice 1988.

Par arrêté n° 270 CM du 16 mars 1988.— M. Jean-Marc Les-tienne, conseiller auprès du Président du gouvernement, chargé des affaires économiques et financières, est nommé commissaire du gouvernement auprès du Fonds d'entraide aux îles.

Par arrêté n° 271 PR du 16 mars 1988.— Il est accordé le versement d'une subvention d'un montant de *huit millions trois cent mille francs CFP* (8.300.000 F.CFP) à la Fédération française de la pirogue polynésienne.

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, sous-chapitre 951.02, article 657-33, "subvention à la fédération de la pirogue", exercice 1988.

Par arrêté n° 272 PR du 16 mars 1988.— L'arrêté n° 226 PR du 25 février 1988 est rectifié comme suit :

Au lieu de lire :

S/chap.	Art.	N° Op.	Libellé des opérations	Pour mémoire CP reporté	CP 88 accordé	Total
<i>Chapitre 900 : Bâtiments administratifs</i>						
90001	2140	320.87	Matériel et mobilier de bureau - Bureau de la conservation des hypothèques	0	600.000	600.000
90001	2150	323.87	Achat véhicules - Service de la traduction et de l'interprétariat	0	300.000	300.000
Total chapitre 900.					763.517.822	

Lire :

S/chap.	Art.	N° Op.	Libellé des opérations	Pour mémoire CP reporté	CP 88 accordé	Total
<i>Chapitre 900 : Bâtiments administratifs</i>						
90001	2140	320.87	Matériel et mobilier de bureau - Bureau de la conservation des hypothèques	600.000	0	600.000
90001	2150	323.87	Achat véhicules - Service de la traduction et de l'interprétariat	300.000	0	300.000
Total chapitre 900.					762.617.822	

Le reste sans changement.

Est autorisée, au bénéfice des opérations suivantes, la répartition des crédits de paiement ci-après :

S/chap.	Art.	N° Op.	Libellé des opérations	Pour mémoire CP reporté	Total CP 88 déjà accordé	Dotation nouvelle	Total
<i>Chapitre 900 : Bâtiments administratifs</i>							
90000	2140		Matériel, outillage et mobilier				
90000	2140	313.87	Matériel et mobilier de bureau - Assemblée territoriale	0	0	60.000.000	60.000.000
90000	2150		Matériel de transport				
90000	2150	315.87	Achat véhicules - Assemblée territoriale	0	0	15.000.000	15.000.000
90000	2302		Bâtiments				
90000	2302	45.86	Aménagement assemblée territoriale	1.950	0	20.000.000	20.001.950
90000	2302	317.87	Construction de locaux administratifs	0	0	25.000.000	25.000.000
90000	2302	3.88	Bâtiment du gouvernement Papéte	0	0	10.000.000	10.000.000
<i>Total sous-chapitre 90000.</i>						130.000.000	
90001	132		Frais d'études et de recherche				
90001	132	87.88	Etudes informatisation des fiches du service du cadastre	0	0	1.000.000	1.000.000
90001	2140		Matériel, outillage et mobilier				
90001	2140	6.86	Acquisition matériel - Imprimerie officielle	86.280	0	9.212.170	9.298.450
90001	2140	93.88	Achat machine traitement texte - Service traduction	0	0	600.000	600.000
90001	2140	95.88	Achat matériel et mobilier de bureau - Service cadastre	0	0	1.850.000	1.850.000
90001	2150		Matériel de transport				
90001	2150	102.88	Achat véhicules - Service cadastre	0	0	3.500.000	3.500.000
90001	2150	105.88	Achat matériel de transport - Service Imprimerie officielle	0	0	2.000.000	2.000.000
90001	2302		Bâtiments				
90001	2302	12.85	Bâtiment archives	31.287.498	0	100.000.000	131.287.498
90001	2302	43.88	Bâtiment A3	0	0	50.000.000	50.000.000
<i>Total sous-chapitre 90001.</i>						168.162.170	
90003	2302		Bâtiments				
90003	2302	73.88	Aménagement locaux éducation santé	0	0	12.000.000	12.000.000
<i>Total sous-chapitre 90003.</i>						12.000.000	
90005	2140		Matériel, outillage & mobilier				
90005	2140	91.88	Achat trieuse de plans - Service affaires des terres	0	0	500.000	500.000
90005	2150		Matériel de transport				
90005	2150	30.87	Véhicules - Etat civil & fichier généalogique	0	0	2.000.000	2.000.000
90005	2150	99.88	Achat véhicule - Service des terres	0	0	3.000.000	3.000.000
90005	2150	100.88	Achat véhicule chef service des terres - Section Uturoa	0	0	3.000.000	3.000.000
<i>Total sous-chapitre 90005.</i>						8.500.000	
90006	2140		Matériel, outillage et mobilier				
90006	2140	337.87	Matériel de bureau - Service du personnel	0	0	1.000.000	1.000.000
<i>Total sous-chapitre 90006.</i>						1.000.000	

S/chap.	Art.	N° Op.	Libellé des opérations	Pour mémoire CP reporté	Total CP 88 déjà accordé	Dotation nouvelle	Total
90007	2302		Bâtiments				
90007	2302	36.87	Relogement de l'E.V.A.A.M. & services du ministère de la mer	37.029.750	0	150.000.000	187.029.750
			<i>Total sous-chapitre 90007.</i>			150.000.000	
90008	2140		Matériel, outillage et mobilier				
90008	2140	37.87	Equipement téléphonique service écono- mie rurale	0	0	1.000.000	1.000.000
90008	2140	9.88	Matériel, outillage et mobilier service de l'artisanat	0	0	3.430.000	3.430.000
			<i>Total sous-chapitre 90008.</i>			4.430.000	
90009	132		Frais d'études ou de recherche				
90009	132	342.87	Etudes du stationnement et des transports collectifs	0	0	2.363.636	2.363.636
90009	132	27.88	Etude carte géologique	0	0	3.000.000	3.000.000
90009	2140		Matériel, outillage et mobilier				
90009	2140	28.88	Matériel topographique et technique S.E.Q.	0	0	10.000.000	10.000.000
90009	2140	29.88	Achat matériel d'atelier parc à matériel	0	0	8.500.000	8.500.000
90009	2140	30.88	Matériel parc à matériel - grosses pièces détachées	0	0	21.000.000	21.000.000
90009	2140	31.88	Matériel de bureau service des ports	0	0	3.000.000	3.000.000
90009	2140	32.88	Centrale à béton Marquises	0	0	3.100.000	3.100.000
90009	2140	33.88	Achat d'1 centrale à béton Australes	0	0	3.100.000	3.100.000
90009	2140	34.88	Achat matériel et mobilier subdivision Tuamotu-Gambier	0	0	4.500.000	4.500.000
90009	2140	35.88	Achat matériel menuiserie S.T.B.E.	0	0	3.000.000	3.000.000
90009	2140	36.88	Achat matériel et mobilier de bureau des services et	0	0	10.000.000	10.000.000
90009	2140	37.88	Matériel S.E.Q. I.S.L.V.	0	0	6.000.000	6.000.000
90009	2150		Matériel de transport				
90009	2150	343.87	Achat véhicule - Service des ports	0	0	2.000.000	2.000.000
90009	2150	39.88	Renouvellement de 6 véhicules légers	0	0	13.500.000	13.500.000
90009	2150	40.88	Acquisition véhicule B.E.T.M.	0	0	2.000.000	2.000.000
90009	2150	42.88	Matériel de transport I.S.L.V.	0	0	10.000.000	10.000.000
90009	2302		Bâtiments				
90009	2302	70.85	Aménagement base S.E.Q. Taravao	832	0	2.500.000	2.500.832
90009	2302	56.87	Bâtiment S.E.Q. Taiohae	9.422.458	0	3.000.000	12.422.458
90009	2302	345.87	Aménagement locaux subdivision phares et balises Motu	0	0	2.000.000	2.000.000
90009	2302	44.88	Réhabilitation bâtiment T.P. avenue Bruat	0	0	50.000.000	50.000.000
90009	2302	46.88	Construction dépôt explosifs à Taiohae	0	0	12.000.000	12.000.000
90009	2302	47.88	Extension subdivision Moorea	0	0	5.000.000	5.000.000
90009	2312		Bâtiments				
90009	2312	60.87	Bâtiment S.E.Q. Motu Uta	28.485.170	0	30.000.000	58.485.170
90009	2312	48.88	Réparations bâtiment S.E.Q. Uturoa	0	0	2.000.000	2.000.000
90009	2312	49.88	Réfection bâtiment Motu Uta	0	0	11.000.000	11.000.000
90009	2352		Bâtiments				
90009	2352	50.88	Grosses réparations bâtiments S.E.Q.	0	0	10.000.000	10.000.000
			<i>Total sous-chapitre 90009.</i>			232.563.636	

S/chap.	Art.	N° Op.	Libellé des opérations	Pour mémoire CP reporté	Total CP 88 déjà accordé	Dotation nouvelle	Total
90010	132		Frais d'études ou de recherche				
90010	132	41.86	Etudes transports	0	0	10.000.000	10.000.000
90010	2140		Matériel, outillage et mobilier				
90010	2140	346.87	Matériel et mobilier de bureau du ministère des transports	0	0	1.800.000	1.800.000
90010	2140	347.87	Matériel & mobilier de bureau du service des transports maritimes	0	0	1.800.000	1.800.000
90010	2140	21.88	Matériels et mobiliers bureaux S.T.M.I.	0	0	1.800.000	1.800.000
90010	2150		Matériel de transport				
90010	2150	62.87	Acquisition véhicules tout terrain S.T.T.-A.	0	0	2.000.000	2.000.000
90010	2150	348.87	Achat véhicule - S.T.M.I.	0	0	2.500.000	2.500.000
90010	2150	23.88	Complément acquisition véhicule tout terrain S.T.T.A.	0	0	500.000	500.000
90010	2302		Bâtimens				
90010	2302	63.87	Aménagement bureaux transports routiers	0	0	8.000.000	8.000.000
90010	2302	349.87	Aménagement des bureaux du S.T.M.I.	0	0	500.000	500.000
90010	2302	25.88	3e tranche d'aménagement des locaux du S.T.T.A.	0	0	11.000.000	11.000.000
Total sous-chapitre 90010.						39.900.000	
Total chapitre 900.						746.555.806	
Chapitre 901 : Voirie territoriale							
90100	2140		Matériel, outillage et mobilier				
90100	2140	66.87	Postes radio voitures d'intervention S.E.Q.	0	0	900.000	900.000
90100	2140	67.87	Renouvellement matériel technique parc à matériel	38.250.000	0	12.250.000	50.500.000
90100	2140	110.88	Concasseur et compresseur Australes	0	0	28.000.000	28.000.000
90100	2150		Matériel de transport				
90100	2150	109.88	Achat matériels lourds pour les Australes	0	0	13.000.000	13.000.000
90100	2150	111.88	Véhicules de chantier S.T.B.E. et G.E.-G.O.P.	0	0	9.600.00	9.600.000
90100	2150	114.88	Matériel T.P. Marquises	0	0	9.500.000	9.500.000
90100	2150	115.88	Achat d'un camion plateau pour Bora Bora	0	0	3.000.000	3.000.000
Total sous-chapitre 90100.						76.250.000	
901010	132		Frais d'études ou de recherche				
901010	132	64.87	Levés topographiques	1.091.630	0	5.000.000	6.091.630
901010	132	350.87	Etudes - R.D.E.	0	0	2.500.000	2.500.000
901010	132	107.88	Etude projet de l'avenue des Bas-Côteaux	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303		Voies et réseaux				
901010	2303	111.85	Assainissement Area Rapa	0	0	5.500.000	5.500.000
901010	2303	125.85	Route front de mer Uturoa	22.796.748	0	3.210.020	26.006.768
901010	2303	128.85	Revêtement R.C. Maupiti	0	0	9.775.860	9.775.860
901010	2303	327.85	Rectification virages grottes Maraa	8.849.099	0	65.000.000	73.849.099
901010	2303	329.85	Protection littoral Papenoo entre P.K. 14 et 15	20.865.224	0	600.000	21.465.224
901010	2303	81.85	Aménagement route Haakuti Hakamaiti	0	0	6.000.000	6.000.000
901010	2303	85.85	Aménagement R.C. Rurutu	90	0	19.682.545	19.682.635
901010	2303	67.86	Bitumage préventif	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	90.86	Aménagement R.C. Arue	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	93.86	Route traversière Faaroa Faatemu	0	0	43.000.000	43.000.000

S/chap.	Art.	N° Op.	Libellé des opérations	Pour mémoire CP reporté	Total CP 88 déjà accordé	Dotation nouvelle	Total
901010	2303	102.86	Aménagement R.C. de Patio - Tapuamu	136	0	13.000.000	13.000.136
901010	2303	112.86	Aménagement R.C. Maupiti	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	121.86	Route Hatiheu Aakapa	3.029.604	0	5.000.000	8.029.604
901010	2303	123.86	Aménagement route Hohoi Hakahau	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	135.86	Aménagement R.C. Tubuai Sud	0	0	11.000.000	11.000.000
901010	2303	138.86	Reprofilage route & remblai Amaru	3.054.428	0	20.000.000	23.054.428
901010	2303	139.86	Assainissement R.C. Anatonu	0	0	4.000.000	4.000.000
901010	2303	69.87	Assainissement route de Puohine	0	0	13.000.000	13.000.000
901010	2303	78.87	Rénovation chaussée P.K. 26,4 à 28 Paea	0	0	6.000.000	6.000.000
901010	2303	84.87	Aménagements carrefour lycée Taaoe	6.259.230	0	- 5.759.230	500.000
901010	2303	86.87	Aménagement R.C. Est presqu'île P.K. 3 à 7,7	20.000.000	0	80.000.000	100.000.000
901010	2303	91.87	Assainissement P.K. 5,4 Ouest Moorca	1.900.000	0	8.100.000	10.000.000
901010	2303	93.87	Aménagement route Tahauku Puamau	0	0	15.000.000	15.000.000
901010	2303	97.87	Route traversière Pahure Haamene	5.680.089	0	8.000.000	13.680.089
901010	2303	98.87	Assainissement R.C. Faie Maroe Huahine	3.393	0	15.000.000	15.003.393
901010	2303	99.87	Route Paea Huahine	16.457	0	1.000.000	1.016.457
901010	2303	103.87	Assainissement R.C. Tubuai	2.509.216	0	5.000.000	7.509.216
901010	2303	106.87	Assainissement et reprofilage R.C. Rimatara	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	132.87	Rectification virages R.C. Raiatea	0	0	1.000.000	1.000.000
901010	2303	137.87	Travaux d'aménagement terminus Ouest urbains	0	0	18.000.000	18.000.000
901010	2303	138.87	Aménagement points d'arrêt de trucks	1.456.302	0	70.000.000	71.456.302
901010	2303	120.88	Assainissement Avera Raiatea	0	0	13.000.000	13.000.000
901010	2303	123.88	Assainissement Tevaitoa Raiatea	0	0	13.000.000	13.000.000
901010	2303	124.88	Accès village Makatea	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	127.88	Assainissement Vaiaau Raiatea	0	0	8.000.000	8.000.000
901010	2303	131.88	Routes Pukarua	0	0	5.500.000	5.500.000
901010	2303	132.88	Elargissement R.C. Haamene Tahaa	0	0	20.000.000	20.000.000
901010	2303	134.88	Aménagement routes territoriales à Arue	0	0	30.000.000	30.000.000
901010	2303	135.88	Aménagement route Vaipae	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	138.88	Route Hurepiti Tahaa	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	139.88	Bétonnage route pont Tahauku port Atuona	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	141.88	Aménagement et assainissement R.C. Maiao	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	145.88	Renforcement R.C. Taputapuata	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	146.88	Fosses en terre Taputapuata	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	159.88	Revêtement R.T. 4 en enrobés	0	0	20.000.000	20.000.000
901010	2303	170.88	Assainissement R.C. P.K. 48,8 Teva I Uta	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	177.88	Elargissement de la route des Pêcheurs Punaauia	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	181.88	Assainissement R.C. Teva I Uta	0	0	30.000.000	30.000.000
901010	2303	184.88	Aménagement carrefour Est presqu'île Taravao	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	185.88	Renforcement R.C. Tumaraa	0	0	35.000.000	35.000.000
901010	2303	187.88	Fosses en terre Tumaraa	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	191.88	Aménagement R.C. Tiva Haamene Tahaa	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	192.88	Aménagement R.C. Faanui Bora Bora	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	193.88	Renforcement R.C. Anau Bora Bora	0	0	10.000.000	10.000.000
901010	2303	196.88	Protection Faie Huahine	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2303	198.88	Protection R.C. Fitti Huahine	0	0	9.000.000	9.000.000
901010	2303	201.88	Renforcement routes Tahiti	0	0	100.000.000	100.000.000
901010	2313		Voies et réseaux				
901010	2313	203.88	Grosses réparations accès relais T.V.	0	0	5.000.000	5.000.000
901010	2353		Voies et réseaux				
901010	2353	140.85	Réfection route Mangareva	14.285	0	1.115.050	1.129.335

S/chap.	Art.	N° Op.	Libellé des opérations	Pour mémoire CP reporté	Total CP 88 déjà accordé	Dotation nouvelle	Total
901010	2353	353.87	Gros travaux de voirie	35.390.000	0	64.610.000	100.000.000
<i>Total sous-chapitre 901010. . . .</i>						956.834.245	
901011	2303		Voies et réseaux				
901011	2303	87.87	Dalots & murs P.K. 42,1 à 44 Mataiea	0	0	5.000.000	5.000.000
901011	2303	126.87	Pont Faarepa Rahi Raiatea	4.499.262	0	11.000.000	15.499.262
901011	2303	122.88	Pont radier Avatoru Rangiroa	0	0	6.000.000	6.000.000
901011	2303	178.88	Pont à Mahina	0	0	5.000.000	5.000.000
901011	2303	194.88	Mise en peinture éléments pont Belay	0	0	10.000.000	10.000.000
901011	2313		Voies et réseaux				
901011	2313	133.87	Reconstruction pont Vaiani Maharepa	0	0	27.500.000	27.500.000
901011	2313	204.88	Grosses réparations d'ouvrages en bois	0	0	5.000.000	5.000.000
901011	2313	206.88	Réfection pont Maeva Huahine	0	0	3.000.000	3.000.000
901011	2353		Voies et réseaux				
901011	2353	144.86	Reconstruction ponceaux à Vaiau	0	0	8.000.000	8.000.000
901011	2353	207.88	Reconstruction ponceaux Bora Bora	0	0	8.000.000	8.000.000
901011	2353	209.88	Reconstruction ponceaux Maupiti	0	0	2.000.000	2.000.000
<i>Total sous-chapitre 901011. . . .</i>						90.500.000	
901012	2140		Matériel, outillage et mobilier				
901012	2140	55.86	Signalisation nouveau code	1.674.727	0	6.134.600	7.809.327
901012	2140	108.88	Fourniture & pose de panneaux de limite d'agglomération	0	0	12.000.000	12.000.000
901012	2303		Voies et réseaux				
901012	2303	172.88	Travaux aménagement réseau routier et remise normes S.I.S.	0	0	20.000.000	20.000.000
901012	2303	173.88	Travaux infrastructures et signalisation et réglage des feux	0	0	20.000.000	20.000.000
<i>Total sous-chapitre 901012. . . .</i>						58.134.600	
90109	132		Frais d'études ou de recherche				
90109	132	106.88	Frais d'études infrastructures	0	0	5.000.000	5.000.000
<i>Total sous-chapitre 90109. . . .</i>						5.000.000	
<i>Total chapitre 901.</i>						1.186.718.845	

**VICE-PRESIDENCE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DU PATRIMOINE CULTUREL**

Par arrêté n° 251 CM du 16 mars 1988.- Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante du Centre polynésien des sciences humaines :

- 1-88 CA/CPSH portant modification du budget du C.P.S.-H., exercice 1987.

Par arrêté n° 268 CM du 16 mars 1988.- La répartition de la première dotation de crédits alloués au Fonds forestier au titre de l'exercice 1988 est arrêtée à la somme de 200 millions de francs CFP, et effectuée comme suit :

Op. 1/88 Salaires et charges	190.000.000 F
Op. 2/88 Matériels et achats de véhicules	3.000.000 F
Op. 3/88 Pistes	4.000.000 F
Op. 4/88 Déplacements, missions, formations	1.800.000 F
Op. 5/88 Prime au reboisement	200.000 F
Op. 6/88 Remboursement emprunts	1.000.000 F
Total.	200.000 000 F

Les crédits provisoires (50.000.000 FCP) accordés par l'arrêté n° 102 CM du 8 février 1988 sont intégrés en l'opération 1-88 intitulée "salaires et charges" et totalisant 190.000.000 FCP.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU LOGEMENT,
DE LA JEUNESSE, DE LA FAMILLE
ET DE LA SOLIDARITÉ**

Par arrêté n° 269 CM du 16 mars 1988.— Est constaté l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par la dépression tropicale "Cilla" dans les archipels de la Polynésie française et les intempéries qui ont suivi pendant la période du 29 février au 6 mars 1988 :

- . les îles Australes
- . les îles du Vent,
- . les îles Sous-le-Vent.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU TOURISME,
DES TRANSPORTS ET DES SPORTS**

ARRETE n° 248 CM du 16 mars 1988 portant création d'un conseil de la protection sociale.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'article 66 des accords tripartites sur la protection sociale signés le 6 février 1986 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du mercredi 9 mars 1988,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué un conseil de la protection sociale, organisme consultatif et de concertation.

Le conseil de la protection sociale est informé chaque année de l'état de la protection sociale dans le territoire. Il émet des avis sur des mesures nouvelles qu'il souhaiterait voir prendre.

Art. 2.— Présidé par le Président du gouvernement, assisté du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports, le conseil comprend cinq représentants des organisations professionnelles et cinq représentants des organisations syndicales signataires de l'accord du 6 février 1986.

Sont désignés pour trois ans :

Représentants des organisations syndicales

* *Union des syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie (U.S.A.T.P.)*

- . M. Cérans-Jérusalem Théodore, titulaire
- . M. Lonjon Bernard, suppléant

* *Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.)*

- . M. Ahini Marcel, titulaire
- . M. Legaulier Jean-Pierre, suppléant

* *Union des travailleurs de Tahiti et des îles (U.T.T.I.L.)*

- . M. Tefatua John, titulaire
- . M. Maufene Jimmy, suppléant

* *Confédération A Tia I Mua*

- . M. Lowgreen Yannick, titulaire
- . M. Yan Tu Jean-Marie, suppléant

* *Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (C.S.-I.P.)*

- . M. Tuheiava Lawrence, titulaire
- . M. Toti Charles, suppléant

Représentants des organisations professionnelles

* *Syndicat des importateurs, négociants, commerçants détaillants (S.I.N.C.D.)*

- . M. Lau Victor, titulaire
- . M. Liao Gilbert, suppléant

* *Association française des banques - Comité de Polynésie française (A.F.B.C.P.F.)*

- . M. Chassin du Guerny Xavier, titulaire
- . M. Vailhe Jean-Louis, suppléant

* *Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de Polynésie française (C.S.E.B.T.P.)*

- . M. Voisin Jean-Pierre, titulaire
- . M. Fortez, suppléant

* *Fédération polynésienne de l'hôtellerie et des industries touristiques (F.P.H.I.T.)*

- . Mme Chaze Andrée, titulaire
- . M. Bessou Laurent, suppléant

* *Syndicat des industriels de Polynésie française (S.I.P.O.F.)*

- . M. Goudstikker Jean-Louis, titulaire
- . M. Auroy Dominique, suppléant

Art. 3.— Le directeur de la Caisse de prévoyance sociale, le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service de l'inspection du travail et des lois sociales sont membres de droit du conseil.

Art. 4.— Peuvent être également appelées à siéger, toutes personnalités choisies en raison de leurs compétences.

Art. 5.— Le conseil de la protection sociale se réunit chaque année dans le courant du premier trimestre sur convocation du président.

Art. 6.— Le secrétariat du conseil est assuré par le service de l'inspection du travail et des lois sociales.

Art. 7.— Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 1988.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,
des transports et des sports,*
Napoléon SPITZ.

ARRETE n° 271 CM du 16 mars 1988 modifiant l'arrêté n° 740 TLS du 24 mai 1983 relatif à la composition, au fonctionnement et aux attributions de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 82-36 du 30 avril 1982 relative à l'action en faveur des handicapés ;

Vu l'arrêté n° 740 TLS du 24 mai 1983 relatif à la composition, au fonctionnement et aux attributions de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) ;

Vu l'avis de la commission consultative du travail en sa séance du 21 décembre 1987 ;

Vu l'avis du conseil du handicap ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mars 1988,

Arrête :

Article 1er.— L'article 5 de l'arrêté n° 740 TLS du 24 mai 1983 est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de : "Sur le classement du travailleur handicapé dans l'une des catégories correspondant à ses capacités professionnelles".

Lire : "Sur le classement du travailleur handicapé dans l'une des catégories déterminées d'après les critères suivants :

- *catégorie A : handicap professionnel léger ou temporaire pouvant nécessiter une formation professionnelle de réinsertion,*
- *catégorie B : handicap professionnel durable nécessitant une adaptation professionnelle,*
- *catégorie C : handicap professionnel important et durable nécessitant un aménagement du poste de travail".*

Art. 2.— Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 1988.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,
des transports et des sports,*
Napoléon SPITZ.

ARRETE n° 291 CM du 17 mars 1988 modifiant l'arrêté n° 1306 CM du 25 décembre 1987 fixant le taux pour le calcul des cotisations dues à la Caisse de prévoyance sociale.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 754 TLS du 10 octobre 1978 portant refonte des textes relatifs à la classification des secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux des cotisations qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté n° 1306 CM du 25 décembre 1987 modifiant les taux à retenir pour le calcul des cotisations dues à la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu les propositions de modifications faites par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale, lors de sa séance du 10 novembre 1987 et reconduites en deuxième lecture lors de sa séance du 20 janvier 1988 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mars 1988,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er avril 1988, les taux des cotisations dues à la Caisse de prévoyance sociale sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— L'arrêté n° 1306 CM du 25 décembre 1987 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, selon la procédure d'urgence.

Fait à Papeete, le 17 mars 1988.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,
des transports et des sports,*
Napoléon SPITZ.

ANNEXE A L'ARRETE N° 291 MTT DU 17 MARS 1988

TABLEAU DES TAUX DE COTISATIONS A COMPTER DU 1er AVRIL 1988

Secteurs d'activité	Fonds spécial habitat	P.F.	A.V.T.S.	A.T.	Retraite (1)	Assurance maladie (2) - (3)
Ecoles, cantines et associations diverses - but non lucratif.	1 %	2,85 %	0,90 %	0,25 %	6 %	9 %
Aquiculture - agriculture.	1 %	4,82 %	0,90 %	1,01 %	6 %	9 %
Acconage.	1 %	4,82 %	0,90 %	1,95 %	6 %	9 %
Armement.	1 %	4,82 %	—	—	—	—
Professions libérales et organismes financiers.	1 %	6,83 %	0,90 %	0,25 %	6 %	9 %
Commerces de produits, services divers. ...	1 %	6,83 %	0,90 %	0,44 %	6 %	9 %
Constructions, transports terrestres, industries et artisanats divers.	1 %	6,83 %	0,90 %	1,38 %	6 %	9 %
Services publics ou para-publics.	1 %	7,81 %	0,90 %	0,62 %	6 %	9 %
Transports aériens.	1 %	6,83 %	0,90 %	3,02 %	6 %	9 %
Entreprises de production cinématographique.	1 %	6,83 %	0,90 %	3,02 %	6 %	9 %
Gens de maison.	1 %	2,85 %	0,90 %	0,25 %	6 %	9 %

(1) - Cotisations *retraite* : quote-part patronale 4 % - Quote-part salariale 2 %.(2) - Cotisations *assurance maladie* : quote-part patronale 6 % - Quote-part salariale 3 %.

(3) - Le taux de cotisations pour les stagiaires des C.F.P.A. reste fixé par décision n° 2185 TLS du 16 octobre 1981.

Par arrêté n° 241 CM du 15 mars 1988. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-88 OPATTI du 9 février 1988 portant modification de la répartition des crédits de chapitre à chapitre du budget de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles pour l'exercice 1988.

Par arrêté n° 242 CM du 15 mars 1988. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-88 OPATTI du 9 février 1988 arrêtant le budget primitif de l'exercice de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles pour l'exercice 1988.

Par arrêté n° 243 CM du 15 mars 1988. — MM. Mazellier Philippe et Lui Michel sont nommés assesseurs au conseil d'arbitrage de la Polynésie française saisi du différend collectif du travail opposant la direction de la Caisse de prévoyance sociale à la Fédération des syndicats de Polynésie française.

Par arrêté n° 244 CM du 15 mars 1988. — M. Bertrand Gallay est nommé membre suppléant de la commission consultative du travail au titre de la Fédération polynésienne de l'hôtellerie et des industries touristiques (F.P.H.I.T.) en remplacement de M. Camel Farrugia.

L'article 1er B) de l'arrêté n° 159 CM du 16 février 1988 portant nomination à la commission consultative du travail est modifié comme suit :

«B) Représentants des salariés :

- Union des syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie

- M. Eugène Montrose	} Titulaires
- Mme Patricia Grand	
- M. Paul Maiotui	
- M. Emile Tchen	} Suppléants»
- Mme Alice Mollon	
- Mme Christiane Athane	

Par arrêté n° 245 CM du 15 mars 1988. — M. Laurent Bessou est nommé membre suppléant de la commission consultative paritaire de l'indice des prix de détail à la consommation familiale en remplacement de M. Xavier Droin.

L'article 1er de l'arrêté n° 111 CM du 11 février 1988 portant désignation des membres de la commission consultative paritaire de l'indice des prix de détail à la consommation familiale est modifié comme suit :

«— Représentants des employeurs :

— Membres titulaires :

- MM. Jean-Claude Fortez
Abner Guilloux
Albert Montaron
Wilfrid Pansi
Dominique Bouriau
Jean-Pierre Lehebel.»

Le reste est sans changement.

Par arrêté n° 246 CM du 15 mars 1988.— Les dispositions de l'avenant du 30 novembre 1987 portant sur les salaires minima catégoriels pour l'année 1988, prises par la commission mixte paritaire du commerce de la Polynésie française réunie le 30 novembre 1987 et publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 28 janvier 1988 (page 254), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du commerce de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté en matière de salaires minima catégoriels sont passibles des pénalités prévues par l'article 224 du code du travail d'outre-mer.

Par arrêté n° 247 CM du 15 mars 1988.— Les dispositions de l'avenant du 30 novembre 1987 portant sur les salaires minima catégoriels pour l'année 1988, prises par la commission mixte paritaire des entreprises de stockage, de conditionnement et de distribution des hydrocarbures liquides et gazeux publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 28 janvier 1988 (page 256), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs dudit secteur d'activité.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté en matière de salaires minima conventionnels sont passibles des pénalités prévues par l'article 224 du code du travail d'outre-mer.

Par arrêté n° 292 CM du 17 mars 1988.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 01/OTESSE/88 du 12 janvier 1988 adoptant le budget primitif, exercice 1988 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.

Par arrêté n° 293 CM du 17 mars 1988.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 02/OTESSE/88 du 12 janvier 1988 accordant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 CFP) à l'A.S. Vénus pour l'aménagement de son complexe sportif de Mahina.

Par arrêté n° 294 CM du 17 mars 1988.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 03/OTESSE/88 du 12 janvier 1988 accordant une subvention de cinq millions de francs (5.000.000 CFP) au comité territorial des sports.

Par arrêté n° 295 CM du 17 mars 1988.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 04/OTESSE/88 du 12 janvier 1988 accordant un crédit de répartition de cinquante six millions de francs (56.000.000 CFP) pour divers travaux de réfection du stade Pater.

MINISTÈRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

ARRETE n° 988 MME du 16 mars 1988 donnant délégation de signature à M. Jean Lenormand, chef du service des transports terrestres et aériens.

Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 10 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 793 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée à M. Jean Lenormand à l'effet de signer, au nom du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications, dans la limite de ses attributions tout acte ou document à caractère interne ou relatif aux affaires courantes traitées par le service des transports terrestres et aériens pour le compte du ministère de la mer, de l'énergie, de l'équipement et des postes et télécommunications.

Art. 2.— En particulier, Jean Lenormand est habilité à signer les pièces ci-après :

1/ a) — lettres missives et bordereaux adressés aux chefs de services territoriaux, sous couvert le cas échéant de leur ministre.

b) — correspondances adressées aux fournisseurs et usagers du service pour l'instruction de leurs dossiers.

2/ — Engagements, certification du service fait et liquidation des dépenses imputés sur le budget local et la section du F.I.D.E.S. dans les matières relevant de la compétence de son service.

3/ — Tous marchés dont le montant n'exède pas six millions FCP (6.000.000 FCP) seuil fixé par l'arrêté n° 829 CG du 3 mai 1984 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics.

Pour ce type de marchés simplifiés qui se substituent aux lettres de commande, lorsqu'il est nécessaire de prévoir les paiements fractionnés et par dérogation à l'article 48 titre 2e de la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984, il peut ne pas être exigé de cautionnement.

Art. 3.- Le chef du service des transports terrestres et aériens est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 1988.
Boris LEONTIEFF.

Par arrêté n° 256 CM du 16 mars 1988.- Est rendue exécutoire la délibération n° 01/88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant extension de mesures sociales au profit de certains dockers et personnels permanents des entreprises d'aconage sollicitant le bénéfice de la retraite.

Par délibération n° 01-88 du 24 février 1988.- Dans le cadre de la restructuration du service public de la manutention portuaire telle que cette opération ressort des délibérations de l'assemblée territoriale n°s 87-113 à 87-115 AT du 29 octobre 1987, n°s 87-134 et 87-135 AT du 17 décembre 1987, n°s 88-04 AT du 11 février 1988 et de la délibération n° 10-87 du 6 novembre 1987 du conseil d'administration du port autonome :

Il est attribué, à titre exceptionnel, au profit du personnel permanent des sociétés d'aconage ayant signé une convention avec le port autonome une allocation dite "de rachat d'annuités de retraite".

Le bénéfice de cette allocation est réservé aux salariés de ces entreprises qui remplissent les conditions suivantes :

- 2.1 - être âgé de plus de 50 ans au 29 février 1988 ;
- 2.2 - avoir, selon les dispositions de la délibération n° 88-04 AT du 11 février 1988 et dans les délais prescrits ci-dessus, demandé le bénéfice du droit à la retraite selon les modalités prévues à cet effet.

La liste du personnel désirant bénéficier de cet avantage est fournie par la société d'aconage dans un délai de 15 jours après l'approbation de la présente délibération. Elle est accompagnée :

- de la demande individuelle d'admission à la retraite ;
- du décompte de l'allocation de rachat effectué par la C.P.S. ;
- des attestations concernant la durée et la qualité des services au sein de l'entreprise établies sous la responsabilité de l'employeur.

L'allocation dite "de rachat d'annuités" correspond à l'évaluation de rachat établie par la C.P.S. pour les années de cotisations manquantes dans la limite de trente cinq années.

Le versement de ladite allocation est effectué directement par le port autonome auprès de l'organisme de gestion au compte du bénéficiaire.

Par arrêté n° 257 CM du 16 mars 1988.- Est rendue exécutoire la délibération n° 02-88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant majoration de certains droits d'amarrage et de stationnement dans le port de Papeete.

Par délibération n° 02-88 du 24 février 1988.- L'article 6 de la délibération n° 19-87 PA du 6 novembre 1987 modifiant les droits d'amarrage et de stationnement dans le port de Papeete rendue exécutoire par l'arrêté n° 1309 CM du 28 décembre 1987 est complété ainsi qu'il suit :

Article 6.- Majorations

6.1 - Les droits d'amarrage à l'utilisation des installations pétrolières et butanières sont majorés de 100 % pour les navires transporteurs d'hydrocarbures liquides ou de gaz liquéfiés ;

6.2 - Une majoration de 10 % est appliquée pour les navires de plaisance qui restent amarrés à quai pendant une période ininterrompue de 60 jours à quai. Cette majoration est portée à 20 % à l'expiration d'une période à quai ;

6.3 - (Nouveau paragraphe).- Une majoration de 50 % des droits d'amarrage est appliquée aux navires de charges utilisant le "quai au long cours" de Motu Uta. Cette majoration est également applicable aux navires de charges venant collecter le poisson dans le port de Papeete et utilisant l'apportement pétrolier de Motu Uta.

Par arrêté n° 258 CM du 16 mars 1988.- Est rendue exécutoire la délibération n° 03/88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant la décision modificative (budget rectificatif) du port autonome pour l'exercice 1988.

Par arrêté n° 259 CM du 16 mars 1988.- Est rendue exécutoire la délibération n° 04/88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant à nouveau les autorisations de programme du port autonome de Papeete pour l'exercice 1988.

Par délibération n° 260 CM du 16 mars 1988.- Est rendue exécutoire la délibération n° 05/88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant la participation du port autonome au capital de la Société tahitienne des oléoducs (S.T.D.O.).

Par délibération n° 261 CM du 16 mars 1988.- Est rendue exécutoire la délibération n° 07-88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete définissant les conditions d'acquisition et de paiement par le port autonome de Papeete d'une propriété sise à Patutoa appartenant à M. Félix Ligne.

Par délibération n° 262 CM du 16 mars 1988.- Est rendue exécutoire la délibération n° 08-88 du 24 février 1988 du conseil d'administration du port autonome de Papeete autorisant l'augmentation de l'apport en numéraire du port autonome de Papeete au capital de la Pomafrex S.A.

Par arrêté n° 263 CM du 16 mars 1988.- Sont désignés en qualité de représentants du territoire au sein du groupement d'intérêt économique Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud :

A l'assemblée générale :

— *membre titulaire* : Monsieur Boris Léontieff, ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications.

— *membre suppléant* : Monsieur Quito Braun-Ortega, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Comité économique et social.

Par arrêté n° 264 CM du 16 mars 1988.— Sont désignés en qualité de représentants du territoire au conseil d'administration du groupement d'intérêt économique pour le développement des énergies renouvelables en Polynésie française appelé "G.I.E. Soler" :

— *membre titulaire* : Monsieur Boris Léontieff, ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications.

— *membre titulaire* : Monsieur Ioane Temauri, ministre de la régionalisation et du développement des archipels.

— *membre suppléant* : Monsieur Quito Braun-Ortega, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Comité économique et social.

— *membre suppléant* : Monsieur Patrick Revault, ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie.

Au conseil d'administration :

— *membre titulaire* : Monsieur Boris Léontieff, ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications.

— *membre suppléant* : Monsieur Ioane Temauri, ministre de la régionalisation et du développement des archipels.

Par arrêté n° 265 CM du 16 mars 1988.— Les licences de pêche n° 17 - 24 et 64 accordées aux palangriers : Komine Maru n° 58, Choko Maru n° 68, Myojin Maru n° 38 retirés de flotte, sont transférées aux navires : Komine Maru n° 3, Choko Maru n° 1, Myojin Maru n° 1.

**MINISTRE DU PLAN
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DES AFFAIRES FINANCIÈRES
ET DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES**

ARRÊTÉ n° 254 CM du 16 mars 1988 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service du plan et de l'aménagement du territoire et précisant ses attributions.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 794 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives ;

Vu la délibération n° 88-14 AT du 11 février 1988 portant création du service du plan et de l'aménagement du territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mars 1988,

Arrête :

Article 1er.— Le service du plan et de l'aménagement du territoire reçoit mission d'assurer la préparation, l'élaboration et le suivi de l'exécution du plan territorial de développement, d'une part, et d'autre part, de réaliser le schéma d'aménagement général du territoire.

Art. 2.— Afin de mener à bien la mission qui lui est confiée, ses attributions sont les suivantes :

1) — Documentation et études :

En collaboration avec les autres services et établissements publics, en particulier avec l'Institut territorial de la statistique et la Délégation au développement des archipels, il recense la documentation et recueille toutes les informations démographiques, économiques, financières, cartographiques, ainsi que toutes informations administratives ou générales nécessaires à l'élaboration d'un plan de développement économique et social et au schéma d'aménagement général du territoire.

Au titre de sa mission d'aménagement général, il répertorie l'ensemble des infrastructures et peut être amené, dans le cadre de ses relations avec les communes, à tenir un inventaire communal.

Il réalise toute les études nécessaires à l'élaboration du plan et du S.A.G.E. en faisant appel, si besoin est, à des compétences extérieures au service ; en outre, il peut accomplir ou faire accomplir toutes études sectorielles ou spécifiques jugées utiles.

2) — Préparation des différentes phases de l'élaboration du plan de développement économique et social du territoire :

Il assure l'organisation matérielle et le secrétariat des réunions de synthèse.

Il prépare et veille au respect des procédures de consultation en liaison avec les autres ministères concernés.

Sous l'autorité de la commission territoriale de la planification, il prépare le document de synthèse du plan déterminant les choix stratégiques et les objectifs à moyen terme du développement économique et social du territoire ainsi que des moyens nécessaires pour les atteindre.

Il étudie, en liaison avec les services financiers et les services spécialisés des ministères, les moyens possibles à mettre en œuvre, en particulier financiers, pour exécuter le plan, d'une part, et d'autre part, en collaboration avec l'Institut territorial de la statistique les incidences financières macro-économiques et sociales des différents choix.

Il prépare l'élaboration des tranches du Fonds d'investissement et de développement économique et social - section locale et du Fonds européen de développement - et participe à l'élaboration du budget local d'équipement.

Il est amené à connaître les informations relatives à l'élaboration, à l'exécution du Fonds d'investissement et de développement économique et social - section générale - et aux budgets d'investissement des communes.

3) - *Confrontation et, si nécessaire, coordination des actions programmées avec les plans ressortissant d'autres collectivités :*

Il examine la comptabilité ou la complémentarité du plan territorial avec les actions des communes et les actions programmées de l'Etat pour la même période.

Il participe à l'élaboration des contrats de plan avec l'Etat.

4) - *Coordination et suivi de l'exécution du plan tant au niveau de ses tranches annuelles que globalement, d'une part, et au niveau régional, d'autre part :*

Il dresse régulièrement, à l'intention du Président du gouvernement et des autres instances territoriales concernées, le compte rendu d'exécution du plan et de ses programmes d'actions.

Il suit l'exécution des tranches du Fonds européen de développement, ainsi que celles du Fonds d'investissement et de développement économique et social - section locale - et en assure le compte rendu aux instances concernées. Il prépare les données préalables à l'ordonnement des dépenses imputées au Fonds d'investissement et de développement économique et social - section locale - et assure l'ordonnement des dépenses imputées au Fonds européen de développement. Il centralise et coordonne les dossiers de demandes de financement déposés auprès de la banque européenne d'investissement (B.E.I.) et assure le suivi de la mise en place et de l'utilisation des emprunts contractés.

Il coordonne et suit l'exécution des conventions d'investissement passées entre l'Etat et le Territoire au titre du contrat de plan.

Il effectue, en liaison avec les services spécialisés compétents, le contrôle technique et financier de l'exécution des opérations programmées, en particulier de celles relevant du Fonds d'investissement et de développement économique et social - section locale, conformément aux dispositions du décret n° 49-732 du 3 juin 1949.

5) - *Préparation du schéma d'aménagement général de la Polynésie française :*

A partir des données recueillies au point 1), il établit des propositions de scénarios fixant les grandes orientations en ma-

tière d'aménagement de la Polynésie française et de l'île de Tahiti en particulier. A cette fin, il travaille en liaison avec le service de l'urbanisme. Il participe à l'élaboration des plans généraux d'aménagement (P.G.A.) et des plans d'aménagement de détail (P.A.D.).

Art. 3.- Le service du plan et de l'aménagement du territoire est placé sous la direction d'un chef de service, assisté d'un adjoint.

Art. 4.- Les personnels figurant en annexe, issus du service du plan, d'une part, et du service de l'aménagement du territoire, d'autre part, sont transférés au service du plan et de l'aménagement du territoire.

Les mobiliers et matériels du service du plan, ceux affectés aux agents de la section études économiques et planification du service des affaires économiques, du commerce extérieur et du plan, ainsi que ceux servant aux agents de la cellule S.A.G.E. du service de l'aménagement du territoire sont transférés au service du plan et de l'aménagement du territoire.

Art. 5.- Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées.

Art. 6.- Le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 16 mars 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du plan et de l'aménagement
du territoire, des affaires financières
et des réformes administratives,
Enrique BRAUN-ORTEGA.*

ANNEXE

Personnels transférés au service
du plan et de l'aménagement du territoire

Répartition fonctionnelle du personnel de l'ancien service du plan :

1	Chef de service	CC1
1	Adjoint au chef de service/économiste	CC1
1	Chargé d'études	CC1
1	Chef de section	CEAPF
1	Commis des services extérieurs	CEAPF
4	Secrétaires administratifs	CC2
3	Adjoints administratifs	CC3
1	Commis planton	CC4
1	Femme de ménage	CC5

Personnel issu de l'ancien service du plan et intégré en 1984 au service des affaires économiques, du commerce extérieur et du plan :

1	Chargé d'études	VAT
---	-----------------	-----

Répartition fonctionnelle du personnel de la cellule S.A.G.E. de l'ancien service de l'aménagement du territoire :

1. Chef de section	CC1
1. Géographe	CC1
1. Economiste	CC1
1. Enquêteur	CC3

Soit 19 postes budgétaires.

Par arrêté n° 253 CM du 16 mars 1988.— Sont rendues exécutoires les délibérations du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique, du 30 décembre 1987 :

— n° 2/87 approuvant la convention passée entre l'Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.) et l'Institut territorial de la statistique (I.T.S.) et autorisant le président du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique à signer la convention.

— n° 3/87 approuvant le rapport d'activité de l'Institut territorial de la statistique - année 1986.

— n° 4/87 portant approbation du compte financier de l'exercice 1986 de l'Institut territorial de la statistique.

— n° 5/87 portant affectation du résultat de l'exercice 1986.

— n° 6/87 fixant le prix de vente des publications de l'Institut territorial de la statistique.

— n° 7/87 fixant le prix de revente de publications nationales.

— n° 8/87 autorisant la vente du matériel informatique I.B.M. 4331 de l'Institut territorial de la statistique, à l'Office des postes et télécommunications.

— n° 9/87 autorisant l'ouverture du compte "prime d'assurance aviation".

— n° 10/87 autorisant l'ouverture du compte "traitement du personnel enquêtes diverses" de l'Institut territorial de la statistique.

— n° 11/87 relative à la prise en inventaire des biens d'investissement dont la valeur unitaire est supérieure à 30.000 FCFP.

— n° 12/87 approuvant la délibération n° 1/87 de la commission des marchés de l'Institut territorial de la statistique.

— n° 13/87 modifiant le budget de l'Institut territorial de la statistique - exercice 1987 -.

Par délibération n° 6/87 du 30 décembre 1987.— Le prix de vente des publications de l'Institut territorial de la statistique, citées ci-dessous, est fixé comme suit :

1- Recensement général de la population 1983

- vente en Polynésie	: 1.500 FCFP
- vente hors Polynésie	: 1.700 FCFP

2- Récapitulatif indices-index TPP et BTP, 76-85, 76-86

- vente en Polynésie	: 300 FCFP
- vente hors Polynésie	: 400 FCFP

Par délibération n° 7/87 du 30 décembre 1987.— Le prix de revente des publications nationales, citées ci-dessous, est fixé comme suit :

1- Tableaux de l'économie française (T.E.F.)	: 1.500 FCFP
2- Données sociales 1987	: 5.000 FCFP
3- Nomenclature d'activités et des produits (N.A.P.) :	
nomenclature alphabétique-	: 2.800 FCFP
nomenclature analytique	: 1.400 FCFP
les deux nomenclatures	: 4.000 FCFP

Par arrêté n° 255 CM du 16 mars 1988.— Il est accordé à la S.A. Comimpex une indemnité correspondant au remboursement partiel des frais que la société a subis, au titre d'un contrôle douanier sur la qualité de pâtes alimentaires arrivées sur le territoire le 12 juin 1987 et importées par ladite société.

La dépense visée à l'article 1er s'élève à 121.800 francs CFP et est imputable au budget du territoire, chapitre 970 : "Charges et produits non affectés" - article 699 : "Charges exceptionnelles".

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Par arrêté n° 252 CM du 16 mars 1988.— Sont rendues exécutoires les délibérations suivantes prises par le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial (hôpital de Mamao) :

— délibération n° 19-87 CHT arrêtant le budget du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 1988.

— délibération n° 1-88 CHT portant modification du budget du Centre hospitalier territorial (exercice 1988).

— délibération n° 2-88 CHT portant approbation du bilan du Centre hospitalier territorial au 31 décembre 1986.

— délibération n° 3-88 CHT portant approbation du projet de marché passé avec la Sodexho pour assurer le service de l'alimentation du Centre hospitalier territorial.

— délibération n° 4-88 CHT portant approbation du projet de marché passé avec la société Mea Ma pour assurer le service de blanchisserie du Centre hospitalier territorial.

— délibération n° 5-88 CHT attribuant à la société Technicon le marché relatif à la fourniture d'un ensemble d'analyseurs de biochimie.

— délibération n° 6-88 CHT portant admission en non valeur de créances irrécouvrables pour un montant de 53.087.623 F.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, DE LA CONSOMMATION, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

ARRETE n° 267 CM du 16 mars 1988 relatif aux délais d'utilisation de la farine panifiable de nomenclature douanière 11.01.03.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la loi modifiée et complétée du 1er août 1905 sur les produits et les services, et notamment ses articles 9 et 11 ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 6 février 1985 portant organisation de l'approvisionnement du territoire en farine panifiable ;

Vu l'arrêté n° 558 CM du 20 mai 1986 portant modification de la loi, modifiée, du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu l'avis favorable du comité technique de coordination des contrôles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mars 1988,

Arrête :

Article 1er.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, la date limite d'utilisation de la farine panifiable de numéro de nomenclature 11 01 03 est fixée à cinq mois à compter de la date de fabrication portée sur les sacs de farine.

Art. 2.— Il est interdit de détenir ou d'utiliser des farines panifiables dont la date limite d'utilisation telle que définie ci-dessus est dépassée ou dont les normes qualitatives prévues au cahier des prescriptions qualitatives ne sont plus remplies.

Art. 3.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et sanctionnée dans les conditions définies par la loi modifiée et complétée du 1er août 1905.

Art. 4.— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et qui sera applicable à compter du 1er septembre 1988.

Fait à Papeete, le 16 mars 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,
de la consommation, du commerce
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

ARRETE n° 1050 MAE du 17 mars 1988 portant délégation de signature à M. Raymond Piétri, chef du service du commerce extérieur.

Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 798 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu la délibération n° 88-16 AT du 11 février 1988 portant création du service du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 194 CM du 1er mars 1988 portant nomination de M. Raymond Piétri ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Raymond Piétri, chef du service du commerce extérieur, dans le cadre des compétences du territoire, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie, dans la limite de ses attributions, tous actes et correspondances courants :

1°) relatifs aux informations de caractère général nécessaires à l'administration du service comme à la communication aux usagers, quant à l'application des mesures du contingentement ;

2°) relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité : congés sur place et notation primaire des agents ;

3°) se rapportant aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local notifiés pour le fonctionnement du service ;

4°) concernant la délivrance des licences d'importation, jusqu'à concurrence de 10 (*dix*) millions de francs CFP valeur CAF par licence de matériel d'équipement unitaire contingenté, et des licences d'exportation ;

5°) conduisant à la répartition des quotas individuels aux importateurs suivant les contingents spécifiques réglementairement ouverts (conférence agricole, contingents automobiles, produits protégés et suivis...).

Art. 2.— Sont abrogés les arrêtés n°s 5239, 5240 et 5244 MAE du 29 décembre 1987 donnant délégation de signature, au titre du commerce extérieur, dans le cadre du service précédemment regroupé des affaires économiques, du commerce extérieur et du plan.

Art. 3.— Le chef du service du commerce extérieur est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 1988.

Patrick REVAULT.

Par arrêté n° 266 CM du 16 mars 1988.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix des matériaux de construction sont soumis à la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 et à la décision n° 1646 AE du 5 juin 1981.

La décision n° 603 AE du 2 mai 1983 est abrogée.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 268 PR du 14 mars 1988.- Est autorisé à la demande de M. Sarciaux, président de l'association des parents d'élèves de l'école primaire communale de Tiapa - Paea, le report au 11 mars 1988 de la date de tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 631 PR du 16 novembre 1987 et qui devait avoir lieu le 29 janvier 1988.

Par arrêté n° 269 PR du 14 mars 1988.- Est autorisé à la demande de M. Michel Garcia, président de l'Union territoriale d'associations pour handicapés et inadaptés, le report au 13 mars 1988 de la date de tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 508 PR du 31 août 1987, modifié par arrêté n° 629 PR du 16 novembre 1987 et qui devait alors avoir lieu le 3 mars 1988 à Papeete.

Par arrêté n° 927 MFA/AA du 14 mars 1988.- Est autorisé à la demande de M. Jean-Claude Agnieray, président de l'A.S. "les Jeunes Tahitiens", le report au 1er mai 1988 de la date de tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 580 PR du 8 octobre 1987 et qui devait avoir lieu le 6 mars 1988.

Par arrêté n° 278 CM du 16 mars 1988.- Sont rapportées les dispositions :

- de la décision n° 968 DQM du 8 juillet 1983 accordant en occupation temporaire divers emplacements maritimes dans les îles Tuamotu, notamment en ce qu'elles concernent M. Walter Toti à Takapoto ;

- et de l'arrêté n° 856 CM du 5 août 1986 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Takapoto au profit de la coopérative "Anini".

Est accordée, aux clauses et conditions habituelles au profit de la coopérative "Anini" (capital : 39.000 FCP - siège social : Takapoto, président : M. Walter Toti), l'autorisation d'occuper temporairement 7 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2.650 m², sis à Takapoto - commune de Takaroa, au droit de la terre Ofaguna n° 215, répartis comme suit :

- 250 m² pour 5 stations de collectage de naissains de nacre de 50 m x 1 m ;
- 1.400 m² pour élevage de la nacre ;
- 1.000 m² pour l'installation d'une ferme perlière.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la Caisse des domaines à Papeete, est fixée à dix mille sept cent cinquante francs CP (10.750 FCP).

Par arrêté n° 279 CM du 16 mars 1988.- Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 440 CM du 31 mars 1987 autorisant M. Tepava Punaa à occuper temporairement 2 emplacements du domaine public maritime à Takapoto - commune de Takaroa, sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

1.000 m² pour élevage de la nacre, à environ 150/200 m de Tetamanu.

Lire :

1.000 m² pour élevage de la nacre, au droit de la terre Orapa n° 248.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 280 CM du 16 mars 1988.- L'arrêté n° 1222 CM du 9 décembre 1987 autorisant, au profit de la commune de Papara, l'affectation de la construction édifiée sur la terre domaniale dite "Pointe Ehrich", sise à Papara, est confirmé en toutes ses dispositions.

Par arrêté n° 281 CM du 16 mars 1988.- Est incorporée au domaine public la portion de domaine public maritime, d'une superficie de 53.267 m² sis au regard d'une parcelle de la terre Pautaukua 3 à Hakahau - commune de Ua Pou.

Et telle qu'elle figure au plan n° 87-17-02 SP du 18 juin 1987.

Est affecté au service des ports l'emplacement sus-désigné, destiné à la réalisation du port de Hakahau et à la constitution d'une zone d'évolution des navires.

A l'issue des travaux, un certificat constatant les remblais et le plan de récolement devront être produits au service des domaines et de l'enregistrement.

Par arrêté n° 282 CM du 16 mars 1988.- Est accordée au profit du Syndicat central de l'hydraulique un emplacement du domaine public fluvial dépendant du cours d'eau Nahoata, d'une superficie de 16 m², sis à hauteur du lot 6 de la terre Puuoro à Pirae, destiné à l'installation d'une passerelle d'accès au poste de chloration de Nahoata-Bas.

Et tel qu'il figure au plan SEQ du 7 août 1987.

La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions suivantes, savoir :

1°) - L'ouvrage sera soumis à la délivrance du permis de construire conformément à la réglementation en la matière.

2°) - Le Syndicat central de l'hydraulique qui s'engage à respecter les prescriptions des services compétents du territoire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

3°) - A la résiliation de l'autorisation, le Syndicat central de l'hydraulique sera tenu d'enlever, à ses frais, toutes les installations établies sur l'emplacement accordé, sauf accord du territoire.

Par arrêté n° 283 CM du 16 mars 1988.— Est accordée au profit de la société Taiarapu-Aquaculture, l'autorisation d'occuper un emplacement du domaine public maritime d'une superficie approximative de 22 m², sis au droit de la terre Faao à Teahupoo - commune de Taiarapu-Ouest, destiné à l'installation d'une prise d'eau de mer pour l'alimentation des bassins d'élevage de la ferme aquacole.

Et tel que cet ouvrage figure sur les plans joints au dossier.

La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, savoir :

1°) La société prendra toutes mesures de protection de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin.

Elle sera tenue de respecter toutes les recommandations et prescriptions qui pourraient lui être imposées par les services et organismes compétents du territoire.

2°) La société sera seule responsable de tout dommage causé par l'occupation et la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

3°) La société sera tenue d'occuper elle-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité l'emplacement mis à sa disposition.

Toute cession ou sous-location de la présente autorisation est interdite sauf accord exprès du conseil des ministres.

L'autorisation est accordée pour une durée de 9 années consécutives renouvelable qui commencera à compter de la date du présent arrêté.

La redevance d'occupation, payable d'avance à la Caisse des domaines à Papeete, est fixée à *dix mille francs CP* (10.000 FCP) pour toute la durée.

En cas de révocation ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, la société sera tenue d'enlever, à ses frais, toutes les installations qu'elle aura établies sur l'emplacement maritime.

Par arrêté n° 284 CM du 16 mars 1988.— L'arrêté n° 832 CM du 5 août 1986 autorisant M. René Tupana à occuper 8 emplacements du domaine public maritime à Ahe - commune de Manihi, est annulé.

Est accordée, aux clauses et conditions habituelles, au profit de M. René Tupana, l'autorisation d'occuper temporairement 2 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 500 m², sis à Ahe - commune de Manihi, destinés à l'installation de 2 parcs à poissons.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la Caisse des domaines à Papeete, est fixée à *dix mille francs CP* (10.000 FCP).

Par arrêté n° 288 CM du 16 mars 1988.— Sont rapportées les dispositions de l'arrêté n° 1239 CM du 9 décembre 1987 autorisant l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'une parcelle de terre sise à Papeete, quartier Taunua, d'une superficie de 2.025 m² et des constructions y édifiées appartenant aux héritiers Pailloux.

Par arrêté n° 289 CM du 16 mars 1988.— Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'une parcelle de la terre sise à Papeete, quartier Taunua, d'une superficie de 2.025 m² et des constructions y édifiées, appartenant aux héritiers Pailloux, moyennant le prix de *soixante six millions de francs* (66.000.000 de francs) payable comptant toutes formalités remplies et libres de toute occupation.

Le prix, les frais et honoraires de rédaction et de publication de l'acte sont imputables au budget du territoire, chapitre 90001, article 2100, opération 312.86, AE. 298.86.

Par arrêté n° 300 PR du 17 mars 1988.— Est autorisé à la demande de M. Samuel Tahuhuterani, président de l'A.S. Vélo-club Orohena, le report au 8 avril 1988 de la date de tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 369 PR du 10 juin 1987 et qui devait avoir lieu le 17 janvier 1988.

L'association n'est plus autorisée à organiser de nouvelles tombolas en raison de sa défaillance dans l'organisation de la tombola autorisée par l'arrêté n° 369 PR du 10 juin 1987.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 24 mars au 6 avril 1988 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Belgique.	1 franc belge	2,95
Suisse.	1 franc suisse	74,70
Italie.	100 livres	8,34
E.U.A.	1 dollar U.S.A.	104,47
Australie.	1 dollar	76,79
Nouvelle-Zélande.	1 dollar	69,82
Canada.	1 dollar canadien	83,67
Hong Kong.	1 dollar	13,40
Singapour.	1 dollar	51,84
Fidji.	1 dollar	71,62
Allemagne Occidentale.	1 deutsch mark	61,78
Pays-Bas.	1 florin	55,01
Suède.	1 couronne suédoise	17,47
Norvège.	1 couronne norvég.	16,43
Danemark.	1 couronne danoise	16,12
Autriche.	1 schilling	8,78
Espagne.	1 peseta	0,92
Portugal.	1 escudo	0,75
Japon.	100 yens	82,10
Grande-Bretagne.	1 livre sterling	191,15

COUR D'APPEL DE PAPEETE

CANDIDATURES AUX FONCTIONS
DE COMMISSAIRE-PRISEUR DU TERRITOIRE

EXTRAIT

(article 7 de la délibération n° 87-118 AT
du 12 novembre 1987)

L'arrêté n° 44 PR du 28 janvier 1988 (J.O.P.F. du 4 février 1988) a constaté la vacance de l'office de commissaire-priseur du territoire, suite au décès de Me André Léontieff survenu le 11 octobre 1987.

Par requêtes en dates des 15 octobre, 18 octobre et 1er novembre 1987 adressées au procureur général près la Cour d'appel de Papeete, MM. Yves Le Nestour, Jean-Louis Larrey et Serge Léontieff ont fait acte de candidature à cet office ministériel.

Le présent extrait sera affiché durant un mois dans l'auditoire de la cour d'appel et inséré à trois reprises et à huit jours

au moins d'intervalle dans le *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 mars 1988.

Le procureur général p.i.,
R. MOREY.

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT
(MOIS DE FEVRIER 1988)

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 87-210 AU, M. le directeur du port autonome de Papeete, dans la zone de pêche hauturière de Motu Uta, 1 abri pour conteneurs frigorifiques ;

N° 87-218, M. le directeur de l'Office des postes et télécommunications, en extension du magasin sis vallée de Tipaerui (ancien magasin de vente et garage Intercar), 1 entrepôt de stockages de tourets.

Travaux autorisés le 26 février 1988

N° 88-3 AU, M. le directeur de l'Office des postes et télécommunications, dans l'immeuble Ki Sang Chan, angle de l'avenue Pomare V et de la rue St Hilaire, aménagement de bureaux.

COMMUNE DE ARUE

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 85-1070-3 AU, M. Moratino Tara, sur la parcelle cadastrée 314, section K (parcelle dépendant du lot 1 de la terre Tahipu 3 «partie») sise P.K. 5, 1 maison d'habitation ;

N° 88-77-1, M. et Mme Jacob Teanihi, sur la parcelle cadastrée 190, section K (lot B «partie», terre Tahutumu), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 88-112-1 AU, M. Bernard Girard, sur la parcelle cadastrée 60, section E (lot 1 du lotissement Les Bougainvilliers), 1 maison d'habitation ;

N° 88-119-1, Mme Jeanne Mahiatapu, sur la parcelle cadastrée 272, section H (parcelle du domaine Pihatarioe), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 87-1366-6 AU, La S.C.I. A. Siao, sur la parcelle cadastrée 7, section B (terre Teapua «parcelle»), 1 immeuble commercial et d'habitation ;

N° 88-102-1, Mlle Ruhana Ariihohoa et M. Joullan Teina, sur la parcelle cadastrée 21, section P (terre Tefaaaroa 2, lot B «parcelle»), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-152-1 AU, Mlle Louise Teritehau et M. Romuald Dauphin, sur la parcelle cadastrée 123, section H (lot 182, îlot A, du lotissement Erima), 1 maison d'habitation et 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 88-87-1 AU, M. Jacques Sengues, sur la parcelle cadastrée 26, section K (lot 1, domaine Pomare), 1 clôture.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-120-1 AU, M. Mme Henri Carini, parcelle cadastrée n° 34, section I (lot 8, îlot G du lotissement Erima), 1 maison d'habitation ;

N° 88-182-1, M. Mme John Vognin, parcelle cadastrée n° 10, section V (parcelle de la terre Tipapa), Taharaa, 1 maison d'habitation ;

N° 88-206-1, Mlle Titaina De Montluc et M. Bruno Druet, parcelle cadastrée 125, section E (lot 2 du lotissement Terua), 1 maison d'habitation, 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 26 février 1988

N° 88-142-1 AU, M. Vavitu She Nog, parcelle cadastrée 35, section H (lot 59 du lotissement Erima), 1 garage, 1 buanderie.

COMMUNE DE FAA'A*Travaux autorisés le 4 février 1988*

N° 87-1239-3 AU, société Tahiti Pétroles, sur une parcelle de la terre Ruoto sise P.K. 6,100, côté montagne, extension de la boutique de la station service Heiri.

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 88-98-1 AU, M. et Mme Teva Chong On Yin, sur la parcelle cadastrée 199, section T2 (domaine Pamatai, lot 8, parcelle A — surplus —), 1 clôture.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 88-107-1 AU, M. et Mme Franklin Sui, sur la parcelle cadastrée n° 2, section P. 1 (terre Motio), 1 maison d'habitation ;

N° 88-110-1, M. et Mme Charles Pittman, sur la parcelle cadastrée 163, section D (terre Matiti 2 et Vairimu 2), 1 maison d'habitation et 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 87-1410-1 AU, M. Carlos Hatitio, sur la parcelle cadastrée 34, section C (lot 116, lotissement Heiri), agrandissement d'une maison d'habitation ;

N° 88-47-1, M. et Mme Abel Rauzy, sur la parcelle cadastrée 26, section I (terres Amurimuri — Paipai — Teatere — lot A1 du lot 6), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-67-1 AU, Mlle Françoise Juventin, sur la parcelle cadastrée 597, section T5 (terre Vahiapa), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 88-162-1 AU, M. Eugène Paoaafaite, sur la parcelle cadastrée 647, section T.2 (domaine de Pamatai), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-153-1 AU, M. Paul Couturier, parcelle cadastrée n° 486, section T.3 (parcelle B dépendant des terres Hopetoi — Uahu (partie), quartier Arbelot — Pamatai, 1 garage.

Travaux autorisés le 26 février 1988

N° 88-183-1 AU, M. Roger Sienne, parcelle cadastrée 382, section C (lot 23 du lotissement Tefauri-extension), 1 maison d'habitation, 1 mur de soutènement.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA*Travaux autorisés le 5 février 1988*

N° 88-95-1 AU, Mlle Odette Teuira, sur une parcelle de la terre Paurau II sise à Tiarei, P.K. 25, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 88-121-1AU, M. Joël Pou, sur le lot 2, parcelle A de la terre Urumaru sise à Papenoo, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-144-1 AU, Mlle Kataka Moeroa, parcelle de la terre Vaiofara 2 à Tiarei — P.K. 24,500 — côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 88-177-1, M. Mme Jean-Marie Mairau, partie du lot A bis du plan de partage des terres Manua I — Teniute et Toatiti (partie) à Tiarei — P.K. 28 — côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 février 1988

N° 88-190-1 AU, Mme Mistinguett Tehahetua, lot 1 de la terre Vaioromai à Tiarei — P.K. 24,200 — côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA*Travaux autorisés le 4 février 1988*

N° 87-1223-4 AU, C.A.M.I.C.A., à Orofara — P.K. 13,400 — côté montagne, 1 chapelle ;

N° 87-1330-3, Mme Dorinne Failloux, dans l'enceinte de l'immeuble commercial J.M. Aumérat, 1 salon de coiffure.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 87-1030-4 AU, M. Jean-Pierre Gavalon, dans l'immeuble de M. Jean-Marie Aumérat, sis P.K. 10, côté mer, 1 snack ;

N° 88-9-1, M. Maurice Manin, sur la parcelle cadastrée n° 163, section N (lot 19 du lotissement Opaerahi), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 87-1353-1 AU, M. Hervé Teraimano, sur la parcelle cadastrée 95, section W. 3 (lot 29 du lotissement Moanarama (Mahinarama), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 87-1163-4 AU, M. R. Terrierooteraï, sur une parcelle de la propriété Richeœur, 1 bâtiment à usage de bureaux ;

N° 88-159-1, M. Jacques Deane, sur le lot 24 du lotissement Les Alizés (Mahinarama), 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-123-1 AU, M. Bruno Schmidt, lot 6 dépendant du plan de la parcelle A du lot 2 de la terre dite «propriété Brinckfield» au P.K. 13 — côté montagne, 1 garage — abri ;

N° 88-176-1, M. Heimana Pugibet, parcelle de la terre Atimotii — derrière la salle omnisport — Pointe Vénus, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA MAIAO*Travaux autorisés le 4 février 1988*

N° 87-1148-3 AU, M. le maire de la commune de Moorea Maiao, Papetoai, 1 mairie annexe ;

N° 88-38-1, M. Michel Laille, sur le lot 102 du lotissement «Village Tiahura» sis à Haapiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 87-1380-4 AU, M. Albert Jean Haring, sur la parcelle A de la terre Mataotia — Aïore (partie) sise à Pao-Pao, 1 snack-restaurant ;

N° 87-1409-2, M. Ronel Rey pour le compte de la S.C.I. Te Puna Hôtels, sur une parcelle de la terre Vaipahu sise à Papetoai, côté montagne, 2 bâtiments de logements.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 88-93-1 AU, Mme Louana Maueau, sur une partie de la terre Tefao sise au lieu-dit Vaïanae à Haapiti, 2 maisons d'habitation ;

N° 88-109-1, Mme Rose-Marie Tapatoa, sur le lot A de la terre Nato issu du plan de partage des terres Torea, Piere, Purau, Varuaino sises à Pao Pao, 1 maison d'habitation ;

N° 88-113-1, M. Gérard Veyssière, sur une partie de la terre Marutaata sise à Haapiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 87-1248-5 AU, M. le maire de la commune de Moorea Maiao, dans l'enceinte du stade de Afareaitu, 1 centre socio-sportif ;

N° 88-104-1, Mlle Marie-Hélène Garand et M. Adolphe Tirao, sur le lot 1 de la parcelle 2 du plan de partage du lot 3 de la terre Teruarei sise à Haapiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-108-1 AU, M. Jacky Tetuanui, sur la parcelle A du lot 1 issu de la propriété Chamerlat sise à Pao Pao, 1 maison d'habitation ;

N° 88-116-1, M. et Mme Calix Pangier, sur une parcelle de terre formant le lot 4 dépendant du partage du lot 3 de la terre Apari sise à Pao Pao, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 87-668-2 AU, M. et Mme Auguste Brothers, sur une parcelle de la terre Tehuarupe A, lot 1 sise à Haapiti, 1 maison d'habitation ;

N° 88-150-1, Mme Pauline Taumihau, sur une parcelle de la terre Notapumoe (2) (plan parcellaire 40) sise à Afareaitu, 1 maison d'habitation ;

N° 88-169-1, M. et Mme Errol Bennett, sur la parcelle 3 dépendant du plan de partage du lot 2 (partie) des terres Faretai, Vaitorea, Mavete et Honumaea sises à Afareaitu, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-171-1 AU, M. Mme Gerhard Richter, parcelle B du lot 2 de la terre Maoeteparururiri à Afareaitu — lieu-dit Haumi, 1 maison d'habitation ;

N° 88-173-1, M. Alain Noguier, parcelle de la terre Teiviroa à Haapiti — face à «Maohi Pearl», 1 maison d'habitation ;

N° 88-192-1, Mlle Lucette Taero, lot 1 du lot 9 dépendant du lot 3 du domaine de Tiahura à Haapiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 février 1988

N° 88-174-1 AU, M. Faata Tauhiro, parcelle de la terre Tepouaru à Haapiti, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA*Travaux autorisés le 4 février 1988*

N° 88-50-1 AU, Mlle Jocelyne Magne et M. Alain Wan, sur une parcelle du lot 6 d'une partie de la parcelle B du lot 2 bis de la terre Tehau (propriété Bambridge) sise P.K. 23.500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 88-88-1, Mlle Yvanah Taruoura et M. Teddy Tehei, sur le lot 7 du partage de la propriété Tehei sise vallée de Orofero, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 88-26-3 AU, Mme et M. Wong Yau Lau, sur une parcelle détachée de la parcelle B3 du lot 2 de la terre Vaitupa sise P.K. 24.250, 1 cuisine ;

N° 88-75-1, Mlle Melba Sandford, sur le lot 1 issu du plan de partage de la terre Ahoa, parcelle C, sise P.K. 25, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 88-100-1, M. Gilbert Makiroto-Piritua, sur le surplus de la parcelle B du lot 5 dépendant du domaine de Papehuae, terrassements ;

N° 88-103-1, Mme Diana Vaite Arai née Raveino, sur le lot 3B dépendant du plan de partage de la parcelle lot n° 3 du partage de la terre Tefaiporou sise P.K. 18.600, côté montagne, au-dessus du lotissement Papehuae, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 88-69-1 AU, M. Gino Maitui, sur une partie de la parcelle C2 de la terre dite Tuaraa II sise P.K. 20.800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 88-133-1 AU, M. Alain Chavez, sur le lot 2 dépendant de la terre Tefao — Raiharurunoa sise P.K. 21.100, côté montagne, 1 garage.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-164-1 AU, Mme Mahana Tufariua, parcelle de la terre Vaipane 1 au P.K. 20.900 — côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 février 1988

N° 88-180-1 AU, M. Moetu Mahutata, parcelle du lot 1 de la terre Teruarei — derrière le stade Manu Ura, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA*Travaux autorisés le 5 février 1988*

N° 88-46-1 AU, M. et Mme Amédée Teto, sur le lot 4 du lotissement Nuutere situé P.K. 32,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 87-936-2 AU, M. et Mme Karere Miti, sur la parcelle B du lot 2 de la terre Hauverovero sise P.K. 36,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 88-66-1, M. Serge Grassin, sur une parcelle des terres Faaniti et Maanava sises P.K. 37,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 88-96-1 AU, M. Jean-Pierre Mai, sur le lot 42 du lotissement Tehaamatai sis P.K. 39,200, route de la carrière, 1 maison d'habitation ;

N° 88-125-1, Mme Anita Tuataa épouse Taaroa, sur une partie de la parcelle E du lotissement Villierme sis P.K. 34, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-129-1 AU, Mme Ruta Tavita épouse Punua, sur le lot 2 du lot 2 de la propriété Villierme sise P.K. 36, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 87-1296-5 AU, Mme le maire de la commune de Papara, dans l'enceinte de l'école Apatea, 1 salle de classe.

COMMUNE DE PIRAE*Travaux autorisés le 4 février 1988*

N° 87-1235-4 AU, ministère de l'éducation nationale, rue Tihoni Tefaatau (lycée technique du Taaone), 1 bâtiment de classes ;

N° 87-1392-3, M. Lionel Moutet, dans l'enceinte de l'immeuble commercial Tropic Import, sis rue Bernière, 1 salon de thé — snack ;

N° 87-1402-2, Mme Chrystabelle veuve Maout et M. Jacques Geskis, sur la parcelle cadastrée 373, section E (lot K du lotissement Leverd-Walker) sise à Fare Rau Ape, 1 salon de coiffure.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-149-1 AU, M. et Mme Teivaiva Tetuanui, sur le lot C1 dépendant de l'ancienne propriété Laharrague, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 87-1194-7 AU, territoire de Polynésie, sur les parcelles 4 et 5 de la terre Shilsons à Hamuta, 1 centre médico-éducatif pour handicapés sensoriels ;

N° 88-91-1, M. Pierre Jamet, sur une partie de la parcelle cadastrée 346, section E (terrain dépendant de la terre Vaipau), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-138-1 AU, M. Yannick Wiking, parcelle cadastrée n° 124, section I (lot 4 du lotissement Zimmer) — côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 88-117-2, commune de Pirae, près des réservoirs existants — route de Fare Rau Ape, 1 réservoir.

COMMUNE DE PUNAAUIA*Travaux autorisés le 4 février 1988*

N° 88-76-1 AU, M. Serge Léontieff, sur le lot 2 du partage de la terre Oropaa (partie) dite aussi Vainato, 2 maisons d'habitation.

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 88-3-1 AU, M. Firmin Pothier, sur le lot G de la parcelle 7.A dépendant des lots A et B du domaine Fortuné Teissier sis P.K. 12,800, côté montagne, 1 bâtiment de 2 logements jumelés ;

N° 88-51-1, M. Léonard Yi, sur les parcelles cadastrées 242, 243, section M (lot 1 issu du plan de partage du lot 4 de la propriété Tehei-Scholemann), 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 10 février 1988

N° 88-106-1 AU, M. Martial Tapeta, sur la parcelle cadastrée 43, section E (parcelle B, lot 3 du partage de la terre Vaiaototi — Pataai 3), 1 maison d'habitation ;

N° 88-118-1, M. José Pua, sur le lot 20 du lotissement Te Maru Ata, 1 maison d'habitation ;

N° 88-126-1, M. et Mme Win Ken Tsing, sur la parcelle B du lot 2 de la terre Farape Papahiaroa (lot 5 «partie»), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 88-99-1 AU, M. et Mme Marcel Mu Sek Sang, sur le lot E 2B détaché de la parcelle E du lot 1 bis de l'ancien lot 3 issu du partage Martial Sage dépendant de la terre Raituna I Tai et Raituna I Uta sise P.K. 14,500, 1 maison d'habitation ;

N° 88-105-1, M. Lionel Dodin, sur le lot 47 du lotissement Te Maru Ata sis à Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 88-163-1, M. Mohamed Bouteldja, sur le lot G. 160 du lotissement Lotus, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-86-1 AU, M. Emile Van Bastolaer, sur le lot 33 de la terre Tearoofai sise P.K. 8,400, côté montagne, 1 mur de soutènement ;

N° 88-145-1, M. et Mme Moïse Michel, sur le lot 1 du lotissement Tiare Village, 1 maison d'habitation ;

N° 88-157-1, Mme Stella Ebb, sur la parcelle A de la terre Atipuhi sise P.K. 8,200 à Outumaoro, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 88-63-1 AU, Mme Denise Derhan, sur le lot 95 du lotissement Taapuna, 1 garage et 1 buanderie ;

N° 88-70-3, M. Régis Frezals, au centre commercial Moana Nui, 1 cabinet médical ;

N° 88-158-1, Mlle Marie-Thérèse Robson, sur le lot 144 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation et 1 piscine ;

N° 88-161-1, M. Gérard Delion, sur la parcelle n° 2 de la terre Tiorai, 1 garage ;

N° 88-175-1, M. et Mme G. Leboucher, sur les parcelles 2 et 3 (concession maritime) de la terre Tepataai 1 sise P.K. 10, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-179-1 AU, Mlle Maeva Pea, parcelle cadastrée n° 41, section AD (lot 17 du lotissement Bunkley) Pointe des Pêcheurs), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 4 février 1988

N° 87-1302-6 AU, M. le président du C.A.M.I.C.A., sur une parcelle de la terre Mautifau 1 (plan parcellaire 180), sise à Pueu, P.K. 9,700, côté montagne, 1 maison de réunion ;

N° 87-1383-1, M. le directeur de l'Office des postes et télécommunications, sur une parcelle située près du lotissement Maire Nui à Tautira, 1 bâtiment technique.

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 87-1344-1 AU, M. et Mme Michel Petit, sur le lot 32 du lotissement de la propriété Oliver (3e tranche) situé dans la commune associée de Afaahiti, au lieu-dit Taravao, 1 maison d'habitation ;

N° 88-81-1, M. Atana Fariki, sur le lot 2 du lotissement Teva sis à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 88-85-1, M. Jean-Paul Lieby, sur le lot 31 de la terre Atihiva sise à Afaahiti, côté montagne, 1 local dépôt.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 88-64-1 AU, Mlle Odette Terorotua et M. Ernest Vaitu, sur une partie de la terre Haono (plan parcellaire 278) sise à Faaone, P.K. 45,300, 1 maison d'habitation ;

N° 88-80-1, M. et Mme Henri Teriitaumihau, sur le lot 1 du partage de la terre Tapuatea sise P.K. 50,800, côté mer, à Faaone, 1 maison d'habitation ;

N° 88-131-1, M. et Mme Eric Kwong, sur le lot 4 du lotissement Ohiteitei sis à Taravao, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-79-3 AU, M. le président du C.A.M.I.C.A., sur une parcelle de la propriété du C.A.M.I.C.A. sise à Mitirapa - Taravao, extension du Centre communautaire catholique de Mitirapa (5e tranche - chambres de retraite «hébergement») ;

N° 88-122-1, M. Henri Tehio, sur le lot 33 du lotissement Tevihuon sis à Taravao, 1 maison d'habitation ;

N° 88-136-1, M. Marcel Tautu, sur le lot 16 du lotissement Marae Apai sis à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 88-148-1, M. et Mme Michel Tihoni, sur le lot 32 du lotissement Raimatea sis à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 88-40-1 AU, Mlle Jeanine Letivier, dans un bâtiment à usage de commerce existant sur une parcelle détachée du lot 4 du lotissement Afaahiti situé à Taravao, 1 snack.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-132-1 AU, M. Thomas Paaeho, parcelle de la terre Tenaue à Faaone, P.K. 51 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 88-156-1, Mme Claire Tetoea, parcelle de la terre Teroto à Pueu - P.K. 9,700 - côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 4 février 1988

N° 87-716-1 AU, M. le président de l'Eglise évangélique de Polynésie française, sur une partie de la terre Ahototeina 2 (plan parcellaire 197) sise à Mataiea, 1 presbytère.

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 88-84-1 AU, Mme Flora Tuteratoa Teua, sur une parcelle de la terre Piaua 1 sise P.K. 47,600, côté mer, à Mataiea, 1 maison d'habitation ;

N° 88-90-1, M. Temarii Tiniau, sur le lot 2 de la terre Teonetera sise à Papeari, P.K. 54,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 88-130-1 AU, M. René Richmond, sur le lot 5 dépendant de la terre Tefaraparahi sise à Papeari, 1 maison d'habitation ;

N° 88-140-1, Mme Marie-Thérèse Tautumaupihaa épouse Clark, sur une parcelle de la terre communale Atirei - Amooru sise P.K. 44,500, côté montagne, à Mataiea, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-114-1 AU, Mlle Tania Mare, sur le lot 74 du lotissement Vaimarama sis à Papeari, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 19 février 1988

N° 88-146-1 AU, M. et Mme Piha, sur une parcelle de la terre Teiriri 3 sise P.K. 52,200, côté montagne, à Papeari, 1 maison d'habitation ;

N° 88-160-1, M. Emmanuel Bernadino, sur une parcelle de la terre Potii Hoe sise à Mataiea, remblai ;

N° 88-168-1, M. et Mme Ronald Ueva, sur le lot n° 6 dépendant du partage des terres Ahototeina, Maruahutu, Ahototuaana 1 et 2 sises à Mataiea, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 février 1988

N° 88-170-1 AU, M. Atera Puapua Tanoa, parcelle B (A) dépendant de la terre Vaitiara (partie) à Mataiea P.K. 47,300 - près du pont de Vairaharaha, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 février 1988

N° 88-155-1 AU, Mlle Tanya Maru Sato, lot 1 du plan de partage de la terre Tenaue 3 et d'une parcelle de la terre Papehea 1 à Papeari - P.K. 54 - côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 88-172-1, M. Maurice Terorotua, parcelle de la terre Paiatea à Papeari - P.K. 51,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 88-187-1, Mlle Chovini Ariihohoa et M. Jimmy Teiho, lot 1 du lotissement «Le Hameau de Vaimarama» à Papeari, 1 maison d'habitation ;

N° 88-194-1, Mlle Marianne Toofa, lot 2 du plan de partage de la terre Faaipu 5 à Papeari - P.K. 54,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 88-197-1, Mlle Charlotte Heiarii Pihaatae et M. Alain Teraiarue, lot 107 du lotissement «Le Hameau de Vaimarama» à Papeari, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 5 février 1988

N° 88-92-1 AU, M. et Mme Milton Tioo, sur le lot 4 issu du partage des terres Tematou - Teururea sises à Toahotu, P.K. 5, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 février 1988

N° 88-139-1 AU, Mlle Teura Teuira, sur le lot D5 du lotissement ADA 2 sis à Toahotu, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 février 1988

N° 88-143-1 AU, M. et Mme Thomas Bambridge, sur le lot 11 du lotissement Mitirapa sis à Toahotu, 1 maison d'habitation.

AVIS

Par ordonnance n° 136 du 11 février 1988 de M. le président du tribunal civil de première instance de Papeete suite à requête n° 1351 du 8 février 1988 de M. le Président du gouvernement de Polynésie française, ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit du territoire de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires aux travaux de réalisation de la route des Plaines (1er tronçon) et de ses ouvrages annexes, dans la commune de Punaauia (1er tronçon début du projet P.K. 10,300 - rivière Matatia) telles qu'elles figurent sur le tableau ci-après.

N° plans	Nom de la terre	Superficie	Noms et adresses des propriétaires connus ou supposés tels qu'ils figurent à la matrice du rôle
2	Teruamao lot 1 parcelle	226 m ²	Mme Yvette Laporte épouse Rebourg
3	Teruamao lot 2 parcelle	280 m ²	Mme Yvette Laporte épouse Rebourg
4a	Teruamao servitude de 4,25 m	69,50 m ²	Laporte Yvette épouse Henri Rebourg
5a	Teruamao lots 3 et 4	1.262 m ²	Henri Lambert, divorcé de Sophie Teaua, non remarié, né le 23 février 1918 à Papeete, décédé Marceta Lambert P.K. 10,300 à Punaauia
6a	Teruamao lot 5	342 m ²	Xénia Zeimet, divorcée de René Quesnot (non remariée), née le 10 juin 1903 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 10,500
7a	Teruamao lot 5 parcelle côté mer	326 m ²	Georges dit René Quesnot, né le 17 juin 1923 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 10,500
8a	Teruamao lot 6 parcelles A et B	688 m ²	Georges Jacquet époux de Micheline Thuret, né le 3 juillet 1943 à Papeete
9a	Teruamao lot 7	739 m ²	Elisabeth Arnaud, veuve Wladislas Malinowski, née le 22 octobre 1907 à Papara - B.P. 1539 Papeete, son fils Jean-Claude Malinowski né le 17 août 1944 à Papeete, demeurant à Arue
10	Vaiata 1	1.926 m ²	Succession Pahere Taihia, ayant droit de Pahere Taihia succession Temauri, né en 1822 à Punaauia, décédé le 11 décembre 1884 à Pirac, (succession étude Solari). 1) Sophie Temauri épouse Avaemai Timi, née le 26 juillet 1916 à Papeete, communauté de biens, demeurant 27, rue Octave-Feuillet 75016 Paris ; 2) Claude Ou, époux Julia Hirshon, né le 13 janvier 1938 à La Rochette (S. & M.) 50, av. G. Mandel - 75016 Paris (séparation de biens) ; 3) Charles Maraetefau, époux Esther Teave, né le 25 novembre 1923 à Papeete, demeurant à la station Mobil à Punaauia ; 4) Edmond Maraetefau, époux Laurette Taveré, né le 7 janvier 1931 à Papeete, marié le 7 juin 1958 à Papeete (communauté), demeurant Pierre-Loti - Papeete ;

N° plans	Nom de la terre	Superficie	Noms et adresses des propriétaires connus ou supposés tels qu'ils figurent à la matrice du rôle
			<p>5) Dehors Raymond, veuf Rose Temauri, marié le 22 septembre 1961 à Bora Bora (communauté), demeurant à Uturoa - Raiatea ;</p> <p>6) Gustave Patii, époux Lemaire Enlalie, né le 27 juin 1952 à Tubuai, marié le 11 octobre 1975 à Uturoa (communauté), demeurant P.K. 10,500 côté montagne à Punaauia ;</p> <p>7) Temauri Marguerite, épouse Frébault Jean-Baptiste, née le 5 octobre 1934 à Papeete (communauté), demeurant avenue Régent-Paraita - Papeete ;</p> <p>8) Faustine Temauri, épouse Tetainanuarii, née le 13 septembre 1939 à Papeete (communauté), demeurant P.K. 12 - Punaauia ;</p> <p>9) Henriette Temauri, épouse Albert Amoult, née le 30 septembre 1929 à Papeete (séparation de biens), demeurant à résidence Taina - B.P. 636 - Papeete ;</p> <p>10) Désiré Temauri, époux Tehira Peiera, né le 17 février 1942 à Papeete, demeurant à Papeete - Taunua, quartier Pékin ;</p> <p>11) Florence Tsen Fo Che Ayee née le 22 mars 1962 à Papeete, demeurant à Papeete - avenue Prince-Hinof, quartier Haereraara.</p>
12	Vaiata 2	1.856 m ²	Robert Etienne Maraetefau né le 8 mars 1924 à Punaauia, époux Raupua Tico (sans contrat), demeurant P.K. 10,500 à Punaauia
13	Vaiata 2	1.452 m ²	Léonard Teamorii Maraetefau né le 5 novembre 1925 à Punaauia, époux de Terira Maaro (sans contrat), demeurant P.K. 10,500 à Punaauia
14	Vaiata 2 bord de mer	47 m ²	Robert et Léonard Maraetefau et Cécile Cema veuve Maraetefau Henri, demeurant P.K. 10,500 à Punaauia
15b	Orohiti lot A7	45 m ²	Catherine Temairia née le 29 avril 1925 à Haapiti
17	Orohiti lot A3	160 m ²	Lip Min Chin, époux de Kouï Win (dite Louise Yao), né le 28 avril 1938 à Kaukura (séparation de biens), demeurant à Punaauia P.K. 10,500
18a	Orohiti route de 10 m	2.200 m ²	Marguerite Drion, veuve Charles Wurfel, née le 9 mars 1917 à Cablème (Allemagne), demeurant à Papeete, avenue Clemenceau
19	Orohiti lot B9	178 m ²	Joseph Chenu né le 16 septembre 1933 à Opoa, époux de Ly Gan Tchou Tai (dite Marie), demeurant à Faaa P.K. 4,700 (sans contrat)
21	Orohiti lot B5	58 m ²	Georges Marmouyet né le 4 juin 1942 à Faaa, époux de Marguerite Teai (sans contrat), demeurant à Faaa P.K. 4,500
22a	Teporifaate 3 lot 1	6.670 m ²	François Tai né le 30 avril 1938 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 10,600 côté montagne
22b	Teporifaate route de 6 m	1.199 m ²	<p>François Tai né le 30 avril 1938 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 10,600</p> <p>Teriimana Tai né le 2 avril 1932 à Punaauia, demeurant à Punaauia</p> <p>Ayants droit :</p> <p>Mihitua Tai née le 1er novembre 1874 à Punaauia, décédée le 7 mai 1928 à Punaauia ;</p> <p>Tetumareva Tai né le 11 mai 1876 à Punaauia, décédé le 1er mars 1951 ;</p> <p>Tangatere Tai né le 22 octobre 1878 à Punaauia, décédé le 6 novembre 1961 à Arue</p> <p>Ahurai Tai née le 15 novembre 1886 à Punaauia, décédée le 2 septembre 1932 à Punaauia ;</p> <p>Tiarii Tai née le 14 juin 1892 à Punaauia, décédée le 2 septembre 1932 à Punaauia ;</p>

N° plans	Nom de la terre	Superficie	Noms et adresses des propriétaires connus ou supposés tels qu'ils figurent à la matrice du rôle
			Moea Salomé Tai née le 8 mars 1895 à Punaauia.
22c	Teporifaite 3 lot 2	5.144 m ²	Teriimana Tai né le 20 avril 1932 à Punaauia, demeurant à Punaauia P.K. 10,600 côté montagne
22d	Teporifaite (exutoire)	247 m ²	S.E.T.I.L.
22e	Teporifaite lot 3	76 m ²	Ayants droit Tetumareva Tai né le 11 mai 1876 à Punaauia, décédé le 1er mars 1951 à Punaauia
23	Fareihi - Vaitohi	6.235 m ²	Baldwin Bambridge né le 23 juillet 1912 à Papeete, demeurant rue Lagarde - Papeete, décédé
24	Matatia parcelle 4D	1.140 m ²	Cécile Eugénie Frogier née le 14 décembre 1922 à Papeete, épouse de Roger Divin né le 13 novembre 1913 à Santiago (Chili), sans contrat - B.P. 952 Papeete
29	Matatia parcelle 2D	2.042 m ²	Succession Charles Tumahai décédé à Apataki en mer le 20 mars 1914 : - Leboucher, quartier Taunoa - Papeete - Tumahai Henri, rue Chef-Vairaatoa à Fariipiti - Papeete - partage en cours étude Lejeune
31	Matatia route de 10 m (A)	192 m ²	Consorts Tumahai - étude Lejeune
32	Matatia parcelle I lot H	192 m ²	Nathalie Tumahai née le 2 juillet 1945 à Papeete, épouse de Lorenzo Gobbini, mariés le 3 octobre 1970 à Papeete (sans contrat), demeurant 11, R. Birhaken-Fontenay-sous-Bois
33	Matatia parcelle I lot G	668 m ²	Eliane Tumahai née le 2 juillet 1945 à Papeete, épouse de Henri Bredin (communauté réduite aux acquêts), demeurant lot. Turia P.K. 10,500 à Punaauia
34	Matatia parcelle I lot F	36 m ²	Michèle Tumahai née le 12 août 1941 à Papeete, épouse de Jean-Charles Lefèvre (séparation de biens), demeurant à Punaauia P.K. 10,800
35	Matatia parcelle I lot D	17 m ²	Ronald Tumahai né le 7 septembre 1948 à Papeete, époux de Danièle Gooding (sans contrat), demeurant à Punaauia P.K. 10,800
36	Matatia parcelle I lot C	141 m ²	Joëlle Tumahai née le 1er octobre 1946 à Papeete, épouse de Ah Lip Siu né le 25 novembre 1944 à Papeete (séparation de biens), demeurant à Punaauia P.K. 10,800
37	Matatia parcelle I lot B	188 m ²	Philippe Tumahai, célibataire, né le 18 août 1956 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 10,800
38	Matatia parcelle I lot A	246 m ²	Michèle Tumahai née le 12 août 1941 à Papeete, épouse de Jean-Charles Lefèvre (séparation de biens), demeurant Chemin des Nubébiens, le Cloronette, St-Mandrier-sur-Mer (Var)
40	Matatia parcelle B de la parcelle 9D	522 m ²	Léonard Philippe Mou né le 1er février 1960 à Papeete, demeurant chemin vicinal de Patutoa - Papeete
43	Matatia parcelle 8D lot 4	658 m ²	Robert Goltz né le 27 février 1927 à Oakland, demeurant à San Leandro (Californie) 148° avenue - n° 1247 Roland Henri Goltz né le 21 juin 1932 à Alameda, demeurant à Alameda (Californie) 161 4th

N° plans	Nom de la terre	Superficie	Noms et adresses des propriétaires connus ou supposés tels qu'ils figurent à la matrice du rôle
44	Matatianeatcaparcelle8Dservitude	188 m ²	<p>June Goltz née le 17 juin 1928 à Oakland, épouse de Albert Werk, mariés le 4 juillet 1947 à Reno (Nevada) U.S.A. (sans contrat), demeurant 175 Via Dolorosa à San-Lorenzo en Californie</p> <p>Hortense Tevahitua, veuve de Henri Goltz, née le 15 juin 1898 à Uturoa-Raiatea, mariés le 21 septembre 1951 à Mataiea (séparation de biens), demeurant à Punaauia P.K. 10,800</p> <p>Consorts Goltz :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Robert Goltz né le 27 février 1927 à Oakland en Californie ; - Roland Henri Goltz né le 21 juin 1932 à Alameda ; - June Goltz née le 17 juin 1928 à Oakland ; - Hortense Tevahitua, veuve de James Goltz, née le 15 juin 1898 à Raiatea ; - David Aromaiterai Oopa né le 10 novembre 1930 à Papeete, demeurant quartier Mamao à Papeete. <p>Consorts Tumahai :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marguerite Tumahai née le 8 mai 1914 à Papeete, épouse de Alfred Richmond, mariés le 14 décembre 1972 à Pirae (sans contrat), demeurant quartier de la mairie de Pirae ; - Alexis Tumahai, célibataire, né le 25 avril 1915 à Punaauia, demeurant à Punaauia P.K. 11,200 ; - Charlot Tumahai né le 18 octobre 1925 à Punaauia, époux de Christine Putua, mariés le 14 janvier 1950 à Papeete (sans contrat), demeurant à Mahina P.K. 11,800 ; - Antony Tumahai, célibataire, né le 8 décembre 1941 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 11,200 ; - Gérard Tumahai, célibataire, né le 26 avril 1955 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 11,200 ; - Elise Tumahai née le 7 novembre 1920 à Punaauia, épouse de Charles Williams, demeurant à Punaauia P.K. 11,200 ; - Elisa Buillard, épouse divorcée de Georges Ahnne, née le 24 avril 1931 à Papeete, demeurant quartier Tipaerui à Papeete ; - Malvina Buillard, épouse Zaccastello, née le 10 décembre 1935 à Papeete (sans contrat) ; - Joseph Antelme dit Tote Buillard né le 9 avril 1934 à Papeete, demeurant à Pirae ; - Jeanne Buillard, veuve de André Leroux, née le 5 décembre 1928 à Papeete ; - Amélia Tumahai, veuve de Pierre Garbutt, née le 6 août 1901 à Papeete, demeurant à Punaauia P.K. 13,900.
48	Matatia parcelle 7D servitude de 4 et 1 m	238 m ²	<p>Ching Gnione Khi dit Pierre Lin né le 13 avril 1950 à Makatea, demeurant à Punaauia P.K. 14</p> <p>Hugues Hauata, célibataire, né le 3 mars 1951 à Tubuai, demeurant à Punaauia</p>
49	Matatia parcelle 7D lot 1	187 m ²	Chin Gnione Khi dit Pierre Chan Lin né le 13 avril 1950 à Makatea, demeurant à Punaauia P.K. 14
50	Matatia parcelle 7D lot 2	465 m ²	Hugues Hauata, célibataire, né le 3 mars 1951 à Tubuai, demeurant à Punaauia P.K. 14.

SERVICE DE LA CURATELLE**CURATELLE AUX SUCCESSIONS
ET BIENS VACANTS****AVIS N° 160 ENR**

Il est donné avis de recherche des héritiers de :

— M. Tahirai Tehaamoana, né à Arue en 1844, décédé le 5 mai 1925 à Arue ;

— Mme Tefanomai a Imihia, née en 1848 à Tautira, décédée à Arue le 6 août 1900 ;

lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enregistrement.

Fait à Papeete, le 11 mars 1988.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,
Yvonnick ALLAIN.*

SERVICE DE L'URBANISME**PERMIS DE LOTIR**

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

**CERTIFICAT D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX
N° 258 MFA.AU**

Réf. : Décision n° 5138 IDV.AU du 15 septembre 1982

Les formalités

- prévues au chapitre 1er du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, portant code de l'aménagement du territoire,
- concernant la réalisation, par l'O.T.H.S., des travaux de terrassements et V.R.D. du lotissement Vaihira, à Mataiea, P.K. 47,700, commune de Teva I Uta,
- ayant été accomplies,

le présent certificat, prévu à l'article 44 de la délibération précitée, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 16 mars 1988.

Pour le ministre des affaires
foncières et administratives,
et par délégation :

Le chef du service de l'urbanisme,

F. DUPUY.

«ENQUETE»

de commodo et incommodo

AVIS D'ENQUETE N° 88-08 ENV

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par Monsieur Jean Martinez pour la S.A.R.L. Martinez générale entreprise en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de menuiserie sur le lot n° 5, domaine de Faaone, P.K. 52 côté montagne, commune de Taiarapu-Est.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 3 avril 1988 et jusqu'au 2 mai 1988.

Cette installation comprendra :

- une scie radiale mono
- une scie circulaire mono
- un aspirateur copeaux mono
- une scie à ruban mono
- une raboteuse simple triphasée
- une mortaiseuse à chaîne mono
- un combiné rabot dégauchisseuse triphasé
- une toupie simple triphasée
- un compresseur mono.

Monsieur Albert Conroy, agent des établissements classés est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, B.P. 4562 Papeete, immeuble administratif A1, 11 rue du Commandant-Destremau, téléphone 42.46.50.

Fait à Papeete, le 15 mars 1988.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le délégué à l'environnement
absent :

Le chargé d'études,

Annie SAVOIE.

«ENQUETE»

de commodo et incommodo

AVIS D'ENQUETE N° 88-09 ENV

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par Monsieur Jean Martinez en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un bâtiment d'élevage de reproduction et d'abattage de cailles, sur le lot n° 5, domaine de Faaone, P.K. 52 côté montagne, commune de Taiarapu-Est.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 3 avril 1988 et jusqu'au 2 mai 1988.

Cette installation comprendra 10.000 cailles en présence instantanée.

Monsieur Philippe Raust, docteur vétérinaire au service de l'économie rurale, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : service de l'économie rurale, section élevage à Pirae, téléphone 42.81.47.

Fait à Papeete, le 16 mars 1988.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le délégué à l'environnement
absent :

Le chargé d'études,

Annie SAVOIE.

«ENQUETE»

de commodo et incommodo

AVIS D'ENQUETE N° 88-10 ENV

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril

1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par Monsieur Félix Bernardino, mandataire de la Société tahitienne de valorisation, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un chantier de traitement des déchets métalliques, production d'oxygène et d'acétylène, dans la vallée de Tipaerui, parcelle 106.B, seuil n° 5, section V, commune de Faaa.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 3 avril 1988 et jusqu'au 2 mai 1988.

Cette installation comprendra :

- dépôt et récupération des déchets de métaux ferreux et non ferreux ;
- fabrication et dépôt d'acétylène (15.000 bouteilles de 40 l. en eau, pression de 200 bars) ;
- fabrication et dépôt d'oxygène (500 bouteilles de 50 l. en

- eau sous une pression de 15 bars) ;
- une cuve de stockage de fuel de 2.000 l.

Monsieur Albert Conroy, agent des établissements classés est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, B.P. 4562 Papeete, immeuble administratif A1, 11 rue du Commandant-Destremau, téléphone 42.46.50.

Fait à Papeete, le 16 mars 1988.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le délégué à l'environnement
absent :

Le chargé d'études,

Annie SAVOIE.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

S.A.R.L. Polynésie Conseil
au Capital de 400.000 F
Siège social : Papeete, rue Charles-Viénot

AVIS DE CLOTURE

En date du 9 mars 1988, il a été procédé à la clôture définitive des comptes concernant la dissolution de la S.A.R.L. Polynésie Conseil conformément à l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 1987 parue dans la presse du Nouveau Journal n° 327 du jeudi 7 mai 1987.

Signé : le liquidateur,
Ch. CHAND.

ANNONCE LEGALE

TAHITIBAIL BAIL-LEASING DU PACIFIQUE

Société anonyme au capital de 10.000.000 F.CFP
R.C. Papeete n° 1299 B

Siège social : 18, rue Paul-Gauguin - Papeete

Avis de constitution paru dans "La Dépêche" du 11 juillet 1980

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par lettre datée du 12 février 1988 la SOCIETE LYONNAISE DE CREDIT BAIL "SLIBAIL", groupe Crédit Lyonnais, nous a informé de la nomination de Monsieur Henri LAUMET,

Fondé de Pouvoirs à la Direction Centrale des Affaires Internationales, en tant que représentant permanent de ladite société dans le conseil d'administration de la S.A. TAHITI BAIL en remplacement de Monsieur Jean TRANIE appelé à exercer d'autres fonctions.

De ce qui précède, le conseil d'administration se trouve ainsi composé :

- Monsieur Jean-Claude DUCCINI
Président-directeur général
5° Avenue, Résidence "Les Lotus"
Punaauia/Tahiti
- BANQUE DE TAHITI S.A.
Représentée par Monsieur Michel DUPIEUX
18, rue Paul-Gauguin - Papeete/Tahiti
- CREDIT DU PACIFIQUE - CREDIPAC
Représentée par Monsieur Gérard E. SEIDL
18, rue Paul-Gauguin - Papeete/Tahiti
- Monsieur Francis FORTLACROIX
Fare Nui Api P.K. 15,5 - Punaauia/Tahiti
- SOCIETE LYONNAISE DE CREDIT-BAIL "SLIBAIL"
Représentée par Monsieur Henri LAUMET
19, Boulevard des Italiens - 75002 Paris

Pour avis,
Le conseil d'administration.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION SPORTIVE "STARGYM"

Extrait de statuts

L'association dite "STARGYM" fondée au 1er mars 1988, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports, musculation, body-building, aérobic, stretching.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Titiro.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FRIGOUT Marcel Louis
Secrétaire	: SERGENT Gilles Alain
Trésorier	: MEESMAN Gérard Jean.

Récépissé n°1647 MFA/AA du 7 mars 1988.

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE
DE HITI-MAHANA PRIMAIRE

Extrait de statuts

A partir du 3 février 1988, il est formé entre les élèves, parents d'élèves et l'équipe éducative de l'école de HITI-MAHANA Primaire, une coopérative scolaire dont le siège est à l'école. Cette coopérative est affiliée à la Fédération des Œuvres Laïques de Polynésie Française.

La coopérative scolaire a pour but :

1°) de promouvoir au sein de l'établissement scolaire, l'esprit de coopération au sein de chaque classe entre les élèves, de susciter et d'organiser la prise de responsabilités des enfants, des éducateurs et des parents dans le cadre d'une école ouverte sur le milieu naturel, culturel et humain environnant.

2°) de prendre soin de l'école et de la rendre agréable à tous les utilisateurs.

3°) d'améliorer le fonctionnement matériel de l'école.

4°) d'organiser des fêtes scolaires et sportives, des sorties, des voyages d'études et des excursions dans le cadre des activités d'éveil.

5°) de resserrer les liens de solidarité entre l'école et les parents d'élèves par des actions communes en faveur des enfants.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RICHMOND Willy
Vice-Président	: TAUREI Carl
Secrétaire	: AMARU Christine
Secrétaire adjoint	: POPOFF Nicolas
Trésorière	: MERVIN Florence
Trésorier adjoint	: BRIDOT-TISSIER Sébastien.

Récépissé n° 1694 MFA/AA du 11 mars 1988.

«AMICALE DES ANCIENS MARINS
ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS
DES ILES DE RAIATEA ET DE TAHAA
AVERA - RAIATEA - ISLVRENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(Séance du 17 décembre 1987)

Président	: BECQUET Michel
Secrétaire	: LACHAUX Armand
Secrétaire adjoint	: PALETTE Lucien
Trésorier	: MOULON Gilles
Trésorier adjoint	: JULLIEN Pierre
Assesseurs	: LETANG Gérard CHOUPAGUE Bruno

ASSOCIATION SPORTIVE PIRAE
SECTION BOXE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU (1987-1988) :

Président	: KAUTAI Pierre
Vice-Président	: TAHUAITU Hio
Secrétaire général	: TEFAATAU Tihoni
Secrétaire général adjoint	: KAUTAI Daniel
Trésorier général	: HAUATA Takaria
Trésorier adjoint	: OWENS

ASSOCIATION SPORTIVE «TE AORAI CLUB»

Extraits de statuts

L'Association sportive est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les Associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à Pirae. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le Comité Directeur.

Sa durée est illimitée.

L'Association sportive «TE AORAI CLUB» a pour but d'exercer et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les Jeunes du Territoire acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc...) décidés par le Comité Directeur.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: CHAPMAN Leilah
Vice-Président	: PLACZEK Jean
Secrétaire général	: BRILLANT Roland
Secrétaire adjoint	: PLACZEK Stanislas
Trésorière générale	: HELME Marie-Hélène
Trésorière adjointe	: TRIGUEROS Annie

Récépissé n° 88-672 bis MFA/AA du 21 mars 1988.

ASSOCIATION DU LOTISSEMENT SOCIAL DE TAAPUNA - PUNAAUIA

Extrait de statuts

Il est constitué entre les habitants du lotissement TAAPUNA de PUNAAUIA, une ASSOCIATION dénommée : "ASSOCIATION DES HABITANTS DE TAAPUNA".

L'ASSOCIATION dite "ASSOCIATION DES HABITANTS DE TAAPUNA" a pour objet de représenter et défendre auprès de toutes AUTORITÉS ET ORGANISMES, tous les Intérêts matériels et moraux de tous les HABITANTS du Lotissement TAAPUNA notamment en ce qui concerne :

- le montant des loyers ;
- le délai d'accession à la propriété ;
- les charges de toute nature ;
- la sécurité sur la voie publique ;
- de créer et de maintenir des liens de fraternité entre les membres de l'association ;
- d'aider les membres de l'association qui sont dans le besoin, (décès, travail, etc..., maladie) ;
- d'inculquer des principes de civisme ;
- de lutter contre l'oisiveté et la délinquance juvénile, etc...

Elle a son siège à TAAPUNA - PUNAAUIA, au domicile du Président.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: VAHAPATA Thomas
Président	: MOPI Nitana
Vice-Président	: TCHONG TAI Ezéchiel
Secrétaire générale	: PELTZER Maeva
Secrétaire adjointe	: TAHUTINI Edmée
Trésorier général	: TERINITOFOA Jacques
Trésorière adjointe	: AH MIN Augustine
Commissaire aux comptes	: PENI Heifara
Délégué	: TEAMOTUAITAU Paul
Membres	: KELLY Raymond VAHUA Teokotai NATUA Tu LANGOMAZINO Luc VAITOARE Rosine MAA Tinitua
Conseillers techniques	: ARAKINO Barthélémy FULLER Jacques.

Récépissé n° 1657 MFA/AA du 7 mars 1988.

RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA DU COMITE REGIONAL DE BOXE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

1er lot	603.421	10.000.000
2e lot	307.928	2.000.000
3e lot	144.863	1.000.000
4e lot	485.947	500.000
5e lot	298.249	100.000
6e lot	269.868	100.000
7e lot	309.766	100.000
8e lot	257.038	100.000
9e lot	491.755	100.000

AMICALE DU PERSONNEL DE L'HOPITAL DE VAIAMI

Extraits de statuts

L'Association dite «AMICALE DU PERSONNEL DE L'HOPITAL DE VAIAMI» fondée le 25 février 1988 a pour objet de créer, conserver, renforcer les liens d'amitié entre les membres — défendre les intérêts d'ordre moral et matériel — établir un programme d'activités diverses — organiser des activités récréatives et sociales.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à l'HOPITAL VAIAMI.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ARAKINO Barthélémy
Vice-Présidente	: PEU Jeannette
Secrétaire	: LUCAS Geneviève
Secrétaire adjointe	: BASTIEN Manuia
Trésorier	: TETAVAHU German
Trésorier adjoint	: TUMAHAI Solange
Membres	: TONG FOU LINE Tama FAANA Rico TETIARAMA Marguerite TETUANUI Eric

Récépissé n° 1702 MFA/AA du 11 mars 1988.

ASSOCIATION ARTISANALE NAPOTOPOTO MAMAO - AIVI

(Assemblée générale du 7 mars 1988)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Peretiteni	: FAKAHOTU Maeva
Peretiteni mono	: MAHANGATEIRA Maurifano
Papai parau	: MAHANGATEIRA née TAKI Manava
Papai parau mono	: KAMAKE Kurarehia
Haapao faufaa	: HARRY'S Pahipa
Haapao faufaa mono	: TOA née TAKI Tevahineheikura
Mero tauturu	: TERAHEKE Tapakia

TIARE TAHITI GOLF CLUB «T.T.G.C.»

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: DUSSON Bernard
Président	: VIDAL Robert
Vice-Président	: MONTFRAIX Georges
Secrétaire	: MONTFRAIX Myriam
Secrétaire adjointe	: ROSEN Patricia
Trésorier	: BOUCHE Yves
Trésorier adjoint	: ARBELOT Huiraa
Responsable sportif	: FABRITIUS Hubert
Relations publiques	: LAUDON Pierre Paul

RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA DE L'ASSOCIATION SPORTIVE FOOTBALL VAIRAO (tirage effectué le 27 février 1988)

1er lot	1.000.000 FCP	n° 44.731
2e lot	500.000 FCP	n° 44.164
3e lot	200.000 FCP	n° 64.033
4e lot	100.000 FCP	n° 15.511
5e lot	100.000 FCP	n° 39.220
6e lot	50.000 FCP	n° 63.984
7e lot	20.000 FCP	n° 21.651
8e lot	10.000 FCP	n° 18.552
9e lot	10.000 FCP	n° 35.685
10e lot	10.000 FCP	n° 39.400

**AMICALE DES MARINS
DE LA FLOTTILLE ADMINISTRATIVE
DU SERVICE DE L'EQUIPEMENT**

Extraits de statuts

L'Amicale des Marins du Service de l'Equipeement fondée le 12 février 1988 a pour but :

— L'Encouragement et l'Organisation des activités et manifestations traditionnelles et folkloriques, notamment la pratique des courses de baleinières ;

— La création de liens d'amitié et d'entraide entre tous les marins et organisation des fêtes de Noël pour leurs enfants ;

— Règlement des problèmes sociaux des Marins.

Sa durée est illimitée, elle a son siège à Papeete.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur :	HAUATA Timi
Président :	PUPUTAUKEI Léonard
Vice-Président :	NIMAU Christian
Secrétaire :	HIRAYAMA Kioko
Secrétaire adjointe :	CLARET Julie
Trésorier :	AUKARA Joakim
Trésorier adjoint :	KAIHA Valentin
Assesseurs :	LENOIR Gabriel KAIHA Joël TEAPIKI Adrien

Récapissé n° 1698 MFA/AA du 11 mars 1988.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

**RAPPORT DE SYNTHESE DU VIII^e PLAN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET SOCIAL EN POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 2.320 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 800 francs

STATISTIQUES DOUANIERES

Année 1982

Prix : 4.800 francs

CODE DU TRAVAIL

Prix : 1.200 francs

**RECUEIL DES TEXTES CONCERNANT
LES IMPOTS DIRECTS
ET TAXES ASSIMILEES**

Prix : 3.500 francs